

L'ADISQ fait saisir des disques pirates dans les marchés aux puces

Page B 8



Le brut fracasse un nouveau sommet: 63,94 \$US

Page B 1

www.ledevoir.com

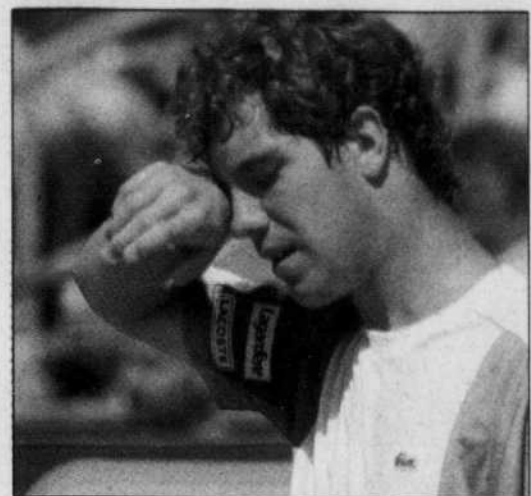
# LE DEVOIR

Vol. XCVI N° 178

LE MARDI 9 AOÛT 2005

87c + TAXES = 1\$

COUPE ROGERS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
En match inaugural hier, le Français Richard Gasquet a battu le Russe Mikhail Youzhny en deux sets de 6-3 et 7-6 (3).

## En attendant Rafa

Il y a aussi Richard

Cette entrée en matière vachement Beckett sert à illustrer un truc fondamental: dans le sport, on ne sait jamais, et c'est pour ça que le sport, malgré son caractère répétitif, est une aussi formidable source d'émotions. Prenons l'an passé, par exemple: Rafael Nadal était présent à la coupe Rogers à Toronto, et s'il venait bien de se faufiler dans le top 50 au palmarès mondial de l'ATP, personne ne l'attendait pour autant. D'ailleurs, il s'est fait sortir au premier tour par Lleyton Hewitt, et personne ne s'est exclamé oh la la tu parles quelle surprise étonnante. Mais hop, un petit saut de douze mois, et voilà que tout le monde n'en a plus que pour lui. Surtout que Roger Federer n'est pas là.



Jean Dion

Ce que peuvent faire huit victoires en tournois et un titre à Roland-Garros, tout de même. Ça, et une gueule de cinoche. Ceci pour dire qu'hier, Rafa — le surnom original que lui ont trouvé ses compatriotes — ne jouait pas, comme il est de tradition pour les premières têtes de série en ouverture de tableau principal. Ce sera pour aujourd'hui, face à son ami et mentor de Majorque, Carlos Moya. Et on aura toute la semaine pour analyser sous ses diverses coutures la nouvelle coqueluche, ce qui nous laisse le temps de jaser d'autre chose.

Car il y a d'autres belles jeunesse dans cet univers de la raquette masculine qui fait étape à Montréal en cet août un peu chaudasse. Pendant qu'Andre Agassi se demande à voix haute s'il est toujours capable, du haut de ses 35 ans, de suivre le rythme, on retrouve notamment Richard Gasquet, l'étoile montante du tennis français, dans le peloton des chasseurs. L'an dernier, il se situait dans la tranche des 90 au classement mondial. Il s'est présenté à Montréal au 18<sup>e</sup> rang, et il est la 15<sup>e</sup> tête de série de la présente coupe Rogers.

Hier, en guise de match inaugural sur le court central du parc Jarry, Gasquet a battu le Russe Mikhail Youzhny (25<sup>e</sup> joueur ATP) en deux sets de 6-3 et 7-6(3). Il poursuit ainsi sa route dans un coin de tableau fort

VOIR PAGE A 8: RAFA

Autres informations en page B 6



ANNIK MH DE CARUPEL

## Le piéton créatif

Le piéton créatif boude les voies officielles. C'est un urbaniste naturel qui trace ses propres sentiers dans la ville. Que ce soit dans un parc, à travers un terrain vague ou le long d'une voie ferrée. Troisième et dernier article que propose *Le Devoir* sur la place du piéton montréalais, sa contribution à l'aménagement urbain et son indocilité réputée.

Lire notre reportage en page A 4

INDEX

Annonces	B 4	Idées	A 7
Avis publics	B 5	Météo	B 5
Culture	B 8	Monde	A 5
Décès	B 4	Mots croisés	B 5
Économie	B 1	Sports	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

# L'Iran défie l'Occident

Téhéran relance ses activités nucléaires à Ispahan; les Européens réunissent d'urgence l'AIEA à Vienne

Le conseil de l'AIEA se réunit d'urgence à Vienne aujourd'hui, à la demande des Européens, pour lancer un ultime et sévère avertissement à l'Iran, qui a repris hier des activités nucléaires ultra-sensibles à Ispahan (centre) en défiant l'Occident.

Le Conseil des gouverneurs, l'exécutif politique de 35 États membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pourrait transférer le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU en vue

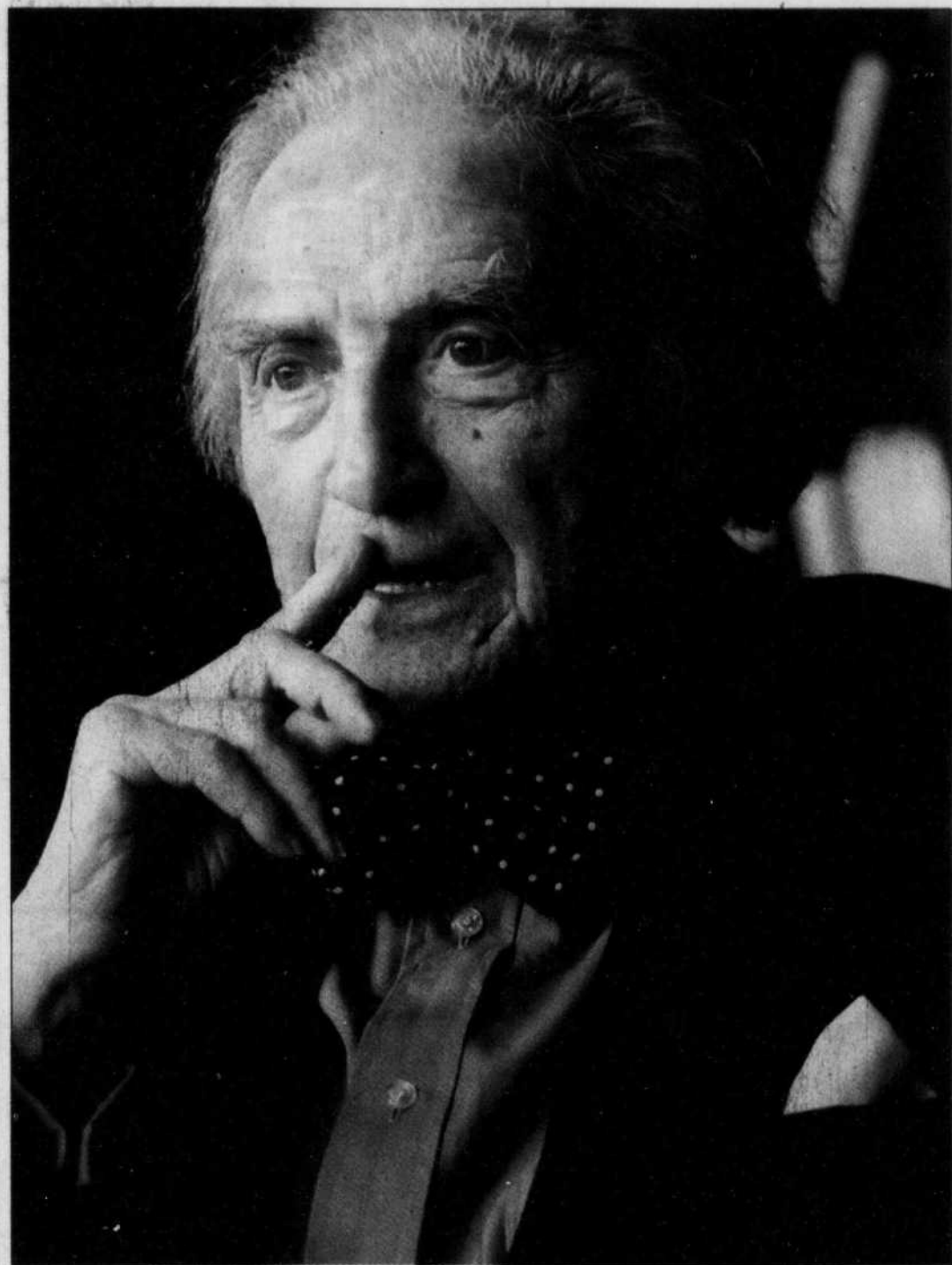
d'éventuelles sanctions internationales — ce que les analystes jugent improbable à ce stade.

A cette occasion, a souligné le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, la communauté internationale doit «se montrer unie face à une crise grave provoquée délibérément par l'Iran».

M. Douste-Blazy a confirmé que la troïka de l'Union européenne (UE-3) — Allemagne, France,

Grande-Bretagne — avait reçu une «réponse officielle négative» de l'Iran aux propositions de coopération multiforme transmises vendredi dernier. «Le ton de la réponse est particulièrement alarmant et contraire à l'esprit avec lequel nous avons conduit le dialogue avec l'Iran» depuis deux ans, a-t-il dit, en appelant «encore une fois l'Iran à entendre la voix de la raison».

VOIR PAGE A 8: IRAN



ALAIN TREMBLAY OFFICE NATIONALE DU FILM

Raymond Klíbanky dans le documentaire biographique intitulé *De la philosophie à la vie*, primé en 2002 au Festival international du film sur l'art. La volonté de suivre à la trace des notions et des concepts sur des milliers d'années, dans plusieurs aires culturelles, l'aura occupé toute sa vie.

## Mort d'un géant

Le philosophe Raymond Klíbanky décède à Montréal à 99 ans

STÉPHANE BAILLARGEON

Toute sa vie, jusqu'à son dernier et fatal moment, fut placée sous la gouverne de Saturne, l'astre qui retarde l'accomplissement des destinées.

Formé dans l'effervescence culturelle de l'Allemagne du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, forcé à l'exil par la barbarie nazie, colonel de l'armée britannique durant la Seconde Guerre mondiale, philosophe et historien de la culture de renommée planétaire, professeur émérite des universités McGill, Oxford et Heidelberg, coauteur de *Saturne ou la Mélancolie*, un livre légendaire sur le sublime et complexe sujet du «bonheur d'être triste», Raymond Klíbanky est mort vendredi dernier. La courte notice nécrologique publiée hier dans *Le Devoir* annonce qu'il a succombé «dans sa centième année, paisiblement, à son domicile de Montréal». Il serait devenu centenaire le 15 octobre prochain.

Sa longue vie très bien remplie concentre les misères et les bonheurs d'un siècle marqué par d'admirables découvertes scientifiques et artistiques, mais aussi par d'abysmales plongées au cœur du maléfique.

Lui-même connaît le statut d'exilé dès le berceau, à Paris, son lieu de naissance, où son père allemand s'occupe depuis quelques années d'une grande entreprise d'import-export en vins. En 1914, dès le déclenchement du premier conflit mondial, sa famille est obligée de tout abandonner pour rentrer à Francfort.

Après quelques années passées au très rigide et trop discipliné Goethe-Gymnasium, où il se lie d'amitié avec Klaus Mann, le fils de l'écrivain Thomas

Une vie et une œuvre marquées par l'idée de tolérance

VOIR PAGE A 8: KLÍBANSKY

FEMMES AFRICAINES (1)

## Un continent sur les épaules

Elles sont l'espoir d'un continent qui croule sous les mauvaises nouvelles: guerres, sida, corruption, famines. Partout, elles s'engagent pour améliorer le sort de leurs. Notre collaboratrice s'est rendue aux quatre coins du continent africain pour rencontrer ces femmes. Elle nous livre ici le premier d'une série de cinq articles.

MONIQUE DURAND

Les femmes africaines portent leur continent sur les épaules comme sur leur tête l'eau pour éteindre la soif. Et malgré le vent de pessimisme et de découragement qui souffle sur le monde à propos de l'Afrique, les femmes africaines, vaille que vaille, continuent leur chemin.

Elles créent toutes sortes d'associations: ce sont elles que l'on retrouve souvent au cœur des comités pour l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'éducation pour tous, aux soins de santé. Dans les quartiers, les villages, les régions, elles mettent de l'avant des expériences citoyennes inédites. Et cela, partout sur le continent.

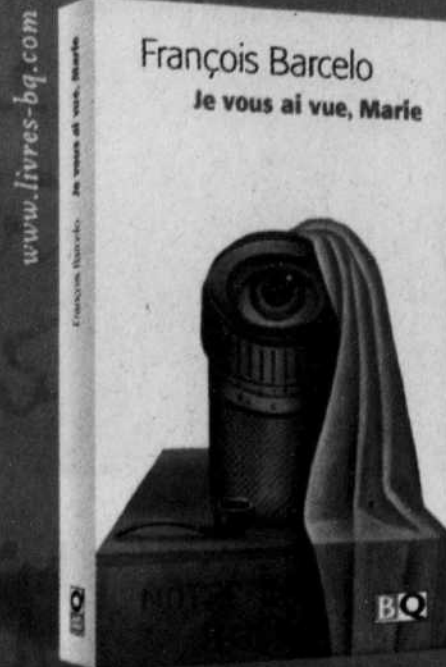
VOIR PAGE A 8: AFRIQUE



FINBARR O'REILLY REUTERS

Aux grands remèdes imbuables proposés par le FMI et la BM, elles opposent des initiatives qui vont se multipliant partout en Afrique.

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE



« Un petit chef-d'œuvre d'humour »

Réginald Martel

256 pages • 9,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies

# Suspense autour du retour de *Discovery*

Après un premier report hier, la navette devait atterrir ce matin

PASCAL BAROLLIER

Cap Canaveral — La NASA était déterminée hier à ramener l'équipage de *Discovery* sur Terre aujourd'hui mettant un terme à une mission de 14 jours dans l'espace et au premier vol de la navette depuis la désintégration de *Columbia* en 2003 lors de sa rentrée dans l'atmosphère.

L'agence spatiale a paré toutes les éventualités pour l'atterrissage en activant non seulement sa base de Floride mais aussi ses pistes situées en Californie et au Nouveau-Mexique. «*Nous tentons de nous poser quelque part*», a promis hier le directeur du vol chargé de l'atterrissage, Leroy Cain, en annonçant à l'équipage qu'il passerait 24 heures de plus dans l'espace.

La NASA a repoussé le retour de *Discovery* à aujourd'hui en raison du mauvais temps, augmentant le suspense autour de ce premier atterrissage d'une navette depuis la désintégration de *Columbia* en 2003 lors de sa rentrée dans l'atmosphère.

L'agence spatiale n'a voulu prendre aucun risque pour le retour sur Terre de ses sept astronautes, dans l'espace depuis 13 jours. Ce plongeon à travers l'atmosphère est un moment de grande anxiété pour la NASA après la mort des sept astronautes de *Columbia* durant cette phase de rentrée, le 1<sup>er</sup> février 2003.

«*Vous avez pris la bonne décision, nous sommes avec vous, nous allons profiter d'un jour supplémentaire en orbite*», a dit la

commandante Eileen Collins peu après avoir reçu la nouvelle.

Des conditions «*instables*» hier, avec de possibles averse et un plafond nuageux trop bas au-dessus de la piste située au centre spatial Kennedy près de Cap Canaveral, ont convaincu le directeur du vol, Leroy Cain, de repousser l'atterrissage à aujourd'hui.

«*Nous ne sommes pas à l'aise par rapport à l'instabilité de la situation [météo], nous repoussons officiellement votre retour de 24 heures*», a annoncé Ken Ham du centre de contrôle de la mission à Houston.

La navette disposera aujourd'hui de deux possibilités d'atterrissage en Floride et deux autres sur la base d'Edwards en Californie. La première possibilité s'ouvre à 05h07 (09h07 GMT) au centre spatial Kennedy et la seconde à 6h43 (10h43 GMT). Si la NASA choisit la base d'Edwards, la navette pourra se poser à 8h12 (12h12 GMT) ou 9h47 (13h47 GMT).

Si la météorologie s'annonce de nouveau défavorable en Floride, la NASA devrait opter pour un atterrissage en Californie. La base de White Sands au Nouveau-Mexique sera également prête à accueillir la navette.

## Incidents techniques

Le rendez-vous manqué d'hier est une difficulté supplémentaire pour la NASA qui connaît déjà une mission parsemée d'embûches.

Ce vol a été marqué par nombre d'incidents techniques, dont le plus grave, la perte de morceaux isolants du réservoir externe pendant le lancement, a

convaincu l'agence spatiale de suspendre ses vols tant qu'une solution n'aura pas été trouvée par ses ingénieurs.

Cet isolant, dont un morceau avait causé la perte de *Columbia* en frappant son aile gauche au décollage, a de nouveau donné des sueurs froides à la NASA quand des débris se sont détachés au décollage de *Discovery* le 26 juillet, épargnant par chance la navette.

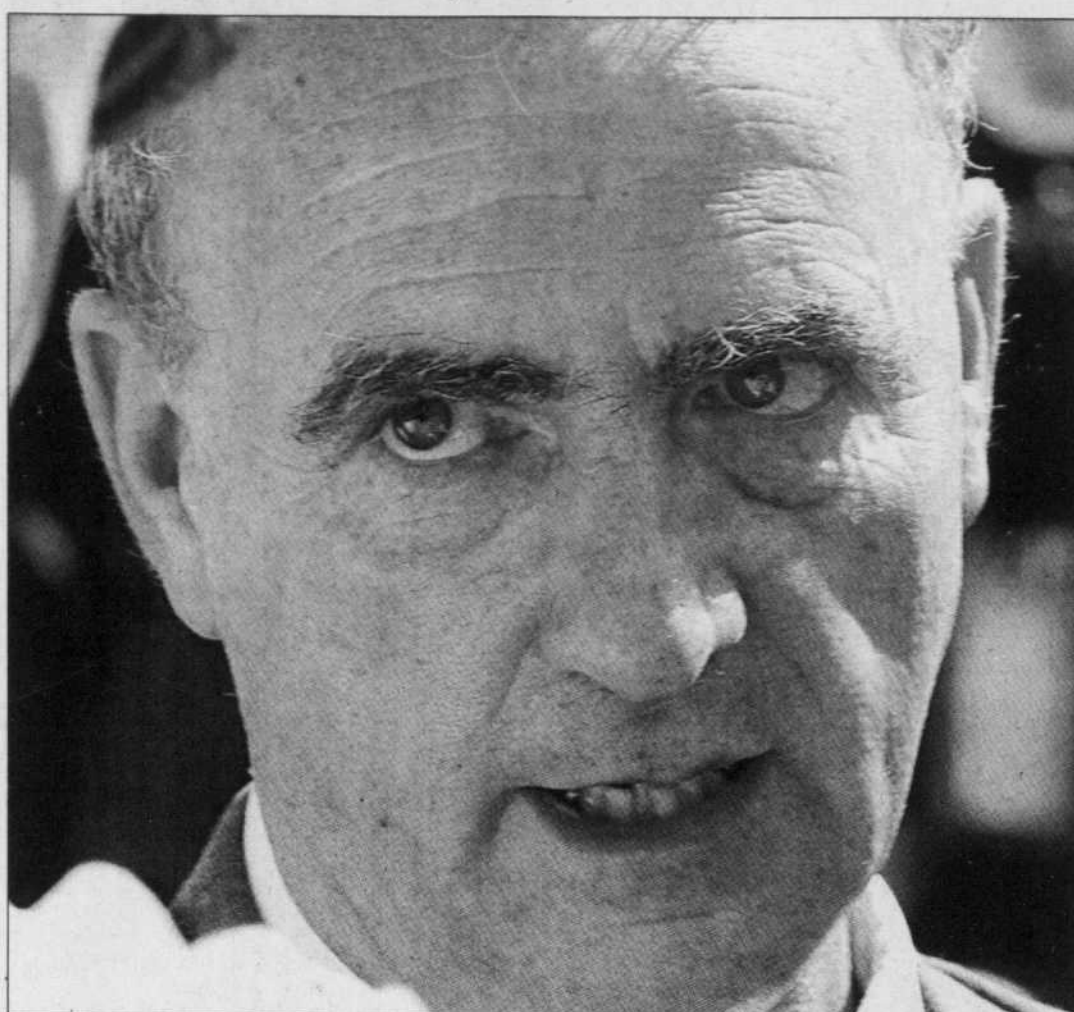
«*Le vol spatial habité reste quelque chose de difficile, nous sommes à l'aube de cette entreprise et non dans sa phase de maturité*», a reconnu le patron de la NASA, Michael Griffin, il y a quelques jours.

Néanmoins, M. Griffin s'est félicité de disposer désormais «*de données que nous n'avons jamais eues auparavant, ce qui donne une énorme possibilité aux ingénieurs d'apprendre de ce vol et de s'assurer que l'isolant [du réservoir] ne se détachera plus*» lors de futures missions.

*Discovery* a passé huit jours arrimée à la Station spatiale internationale (ISS). Outre l'inspection de la navette, les astronautes ont mené trois sorties dans l'espace pour réparer des équipements défaillants sur le laboratoire orbital et tester des méthodes de réparation de la navette dans l'espace.

La prochaine mission est fixée au 22 septembre avec le lancement d'*Atlantis* si *Discovery* rentre à bon port et que la NASA trouve une solution garantissant que l'isolant protégeant le réservoir externe ne se détachera plus durant le décollage.

Agence France-Press



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Jusqu'à vendredi dernier, Richard Théorêt était conseiller politique du leader de la majorité au sein de l'équipe de Gérard Tremblay et agent de liaison du maire pour les mesures d'urgence.

## Richard Théorêt passe dans le camp de Bourque

JEANNE CORRIVEAU

Après que l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM) eût refusé sa candidature en tant que conseiller municipal au sein de l'équipe de Gérard Tremblay, Richard Théorêt a décidé de passer dans le camp de Pierre Bourque et sollicitera la mairie de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal sous la bannière de Vision Montréal lors des élections municipales de novembre prochain.

L'ex-conseiller du défunt Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) avait été candidat de l'UCIM en 2001, mais il avait perdu ses élections aux mains de la candidate de Vision Montréal, Christine Poulin. Il était alors devenu conseiller politique du leader de la majorité au sein de l'équipe de Gérard Tremblay et agent de liaison du maire pour les mesures d'urgence, postes qu'il a occupés jusqu'à vendredi dernier.

### Des reproches

Richard Théorêt a profité de son changement d'allégeance pour adresser des reproches à l'administration du maire Tremblay, qu'il accuse de manque de transparence et de se livrer à un gaspillage de fonds publics en plus d'avoir été incapable de réaliser des économies d'échelle à la suite des fusions municipales. Il dénonce plus particulièrement l'octroi de contrats effectués à huis clos par le comité exécutif, contrats qui, malgré les sommes importantes qui sont accordées chaque semaine, ne sont jamais soumis aux membres du conseil municipal. «*L'argent du public doit être dépensé publiquement*», dit-il.

Selon lui, le temps est venu de réduire les dépenses de la ville centrale au profit d'un financement plus équitable des arrondissements, et Pierre Bourque est le candidat le plus susceptible de mettre en pratique ses idées, croit-il. Et après plus de trois ans dans les coulisses du pouvoir, il avoue que la vie publique lui a manqué: «*J'ai une grande gueule et je n'ai pas la langue dans ma poche. Je suis fait comme ça*», lance-t-il.

Mais du même souffle, Richard Théorêt reconnaît avoir, à maintes reprises par le passé, critiqué la gestion de Pierre Bourque lorsque celui-ci était au pouvoir, de 1994 à 2001. C'est d'ailleurs la contradiction qu'a soulevée le leader de la majorité à l'hôtel de ville, le conseiller Claude Trudel, qui n'a appris que hier matin les ambitions de son ancien adjoint. «*M. Théorêt, qui est un homme de gauche, s'en va avec un homme qui est plutôt de la droite — et je suis très charitable quand je dis ça de M. Bourque. C'est étonnant. Est-ce que c'est de l'opportunisme politique ou du dépit? Je n'en sais rien parce que je suis encore sous le choc*», a expliqué hier M. Trudel.

Richard Théorêt tentera de déloger Helen Fotopulos, candidate de l'UCIM à la mairie de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Aux postes de conseillers et conseillères, l'équipe de candidats de Vision Montréal dans le Plateau sera composée de Christine Poulin, qui sollicitera un nouveau mandat, de Rose Carone, Serge H. Malaisson, Huguette Trudel, Dimitrios Koufogiorgas et Natercia Rodrigues.

Le Devoir

## Vol AF358: l'Airbus fonctionnait normalement

Toronto — Toutes les données recueillies jusqu'à présent par les enquêteurs du Bureau de la sécurité des transports (BST) indiquent que l'Airbus A340 d'Air France fonctionnait normalement lors de son atterrissage raté mardi dernier à l'aéroport international Pearson de Toronto.

Selon l'enquêteur chef du BST, Réal Levasseur, l'analyse des enregistrements des données de vol indique que les freins ont fonctionné normalement lors de l'atterrissage, tout comme les inverseurs de poussée des moteurs et les aérofreins. En gros, a-t-il affirmé hier en conférence de presse, les enquêteurs n'ont rien pu trouver de défectueux.

M. Levasseur avait déjà confirmé dimanche que l'appareil avait touché le sol presque en milieu de piste, une distance qui s'est avérée trop courte pour immobiliser l'appareil, compte tenu des conditions climatiques prévalant au moment de l'atterrissage.

Le vol 358 s'est en effet posé en plein orage à l'aéroport et s'est retrouvé dans un petit ravin en bout de piste. Tous les 309 passagers et membres d'équipage de l'appareil ont survécu à l'accident, mais 49 personnes ont été blessées légèrement.

Selon le ministère fédéral des Transports, quatre incidents ont été rapportés depuis cinq ans impliquant des Airbus A340 où les aérofreins n'ont pas fonctionné. Mais dans le cas du vol 358, il n'y a pas eu de problème de cette nature, a indiqué M. Levasseur.

«*On voit que les freins sont appliqués dès que l'avion touche le sol. Les aérofreins se déploient normalement et les inverseurs de poussée fonctionnent sur les quatre moteurs*», précise-t-il.

connu hier l'existence d'une controverse concernant la longueur de la piste où s'est posé le vol 358. Certains critiques affirment qu'elle est trop courte et que le ravin en bout de piste représente un obstacle dangereux.

En 1978, un DC-9 d'Air Canada avait terminé sa course dans le même ravin lors d'un atterrissage raté sur une piste parallèle. Deux personnes avaient péri et 105 autres avaient été blessées dans cet accident.

Selon l'enquêteur du BST, de nouveaux systèmes sont à l'étude, notamment aux États-Unis, pour immobiliser les avions qui vont trop loin sur une piste, par exemple de la mousse à haute densité et des filets.

Le BST a établi que l'appareil roulait encore à 150 km/h quand il est arrivé en bout de piste.

D'autre part, les enquêteurs s'interrogent toujours sur les causes de l'incendie qui a détruit l'avion après son atterrissage raté.

M. Levasseur a demandé aux passagers et témoins de l'accident d'envoyer toute photo ou bande vidéo qui pourrait aider l'enquête du BST. «*J'aimerais bien avoir en main une photo qui montre les toutes premières flammes*», a-t-il dit.

Après avoir éliminé pratiquement l'hypothèse d'une défectuosité mécanique, les enquêteurs tournent maintenant leur attention vers les conditions météo difficiles qui régnaient au moment de l'atterrissage. «*La température a sûrement joué un rôle, a admis M. Levasseur, mais je ne suis pas prêt à dire que le vent a joué lui aussi. Je n'ai pas encore en main les données des systèmes de radar météo*». M. Levasseur a toutefois ajouté que des experts en météo se penchaient sur la question et remettraient leurs conclusions au BST.

Longueur de la piste  
Par ailleurs, M. Levasseur a re-

Presse canadienne

EN BREF

### L'AISP s'installe à Montréal

Déjà établi temporairement à Montréal depuis 2001, le siège social de l'Association internationale de science politique (AISP) y restera maintenant à demeure. L'AISP a conclu une entente la semaine dernière avec Montréal International, qui lui accordera 60 000 \$ par année pendant cinq ans pour aider à la création de quatre postes permanents. En échange de ce coup de main financier, l'AISP s'est engagée à rester de façon permanente à Montréal. Fondée en 1949 sous les auspices de l'UNESCO, l'organisation scientifique avait jusqu'ici l'habitude de déménager son secrétariat dans le pays et la ville de travail de son secrétaire général élu, soit généralement tous les six ans. Titulaire de la fonction depuis 2001, le politologue Guy Lachapelle indiquait hier que la permanence de l'AISP à Montréal devrait notamment permettre à la ville d'accueillir tous les trois ans des conférences internationales d'envergure. La nouvelle adresse fixe de l'association n'empêchera toutefois pas que des étrangers soient nommés secrétaires généraux à l'avenir. — *Le Devoir*

### Négociations sur l'îlot Hans

Copenhague — Le Canada a accepté de négocier avec le Danemark le cas de l'îlot Hans, a annoncé hier le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen. Situé dans le canal Kennedy, au nord-ouest du Groenland, territoire danois d'outre-mer, l'objet du litige est un îlot rocaillieux et inhabité d'une superficie de 1,3 km<sup>2</sup>. Les représentants d'Ottawa, de Copenhague et de Nuuk, capitale du Groenland, vont se réunir en septembre à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. L'îlot Hans est revendiqué par les deux pays depuis 1973, date de la signature de l'accord délimitant la frontière maritime entre le Canada et le Groenland. — *AFP*

LES FESTIVITÉS DU  
**40<sup>e</sup>** Anniversaire

DES VIRAGES AUSSI SERRÉS QU'UN DOUBLE ESPRESSO.

# MAXIMA

- Moteur V6 primé 3.5 litres 24 soupapes à DACT de 265 chevaux • Sièges et volant chauffants
- Sonorisation numérique Bose AM/FM/CD et 8 haut-parleurs • Toit panoramique vitré Skyview™
- Jantes en alliage de 18 po • Siège du conducteur à huit réglages électriques



LOCATION À PARTIR DE 397\$ /MOIS\* 2 VERSEMENTS PAYÉS\* 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur tout véhicule Nissan neuf 2005. \*Deux mensualités, toutes taxes incluses, sera acquittée pour vous par Nissan Canada à la location de modèles neufs et de démonstration pour un terme de 48 mois. Le premier versement client est exigible 60 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquies. Un rabais équivalent au coût d'une mensualité basé sur les termes ci-dessus mentionnés (toutes taxes incluses) sera accordé au client désirant un terme moindre. Location de 48 mois pour la Maxima SE 2005 (I4SG75 AE 10) mensuel de 397 \$ avec acompte au décaissement équivalent de 4995 \$. Frais de transport, de pré-livraison et frais du concessionnaire compris. Limite de 24 000 km par année avec 0,15 \$/km extra. Sur approbation de crédit. \*1. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'engagement RDPRM et en sus. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Les offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co Ltd, siège des filiales nord-américaines.

nissan.ca 1 800 387-0122

# POLITIQUE

ÉDUCATION POST-SECONDAIRE



L'Université de Montréal. Demander plus de quatre milliards au fédéral pour l'éducation post-secondaire: c'est aussi ce que les militants étudiants ont réclamé hier en conférence de presse à Montréal.

## Québec entend réclamer quatre milliards d'Ottawa pour les provinces

ANTOINE ROBITAILLE

Ottawa devrait verser plus de quatre milliards de dollars annuellement aux provinces pour faire sa part dans le financement de l'éducation post-secondaire. C'est la position à laquelle le Québec tentera de rallier les provinces et les territoires dans le cadre du Conseil de la fédération, à Banff en Alberta, dès demain et jusqu'à vendredi.

Le premier ministre Jean Charest a déjà avancé le chiffre de quatre milliards dimanche, lors d'un point de presse à Sherbrooke, au terme du congrès des jeunes libéraux. Il y a 10 ans, a-t-il rappelé, lorsque Paul Martin était ministre des Finances, le fédéral avait coupé «unilatéralement» les paiements de transfert aux provinces dans trois domaines: santé, aide sociale et éducation post-secondaire. Or en septembre 2004, en matière de santé, «le financement a été rétabli au niveau où il était avant 1995». Mais il ne s'agissait que d'une première étape, car l'entente sur la santé prévoyait que la portion assumée par le fédéral s'approcherait graduelle-

ment du seuil de 25% des coûts de la santé, puis que c'était là, avant l'époque Martin, la portion qu'il acquittait. Pour l'éducation post-secondaire, le premier ministre espère le même scénario. Là aussi, «tout ne se ferait pas du jour au lendemain», a-t-il précisé. La première étape consisterait à ramener le financement au taux d'avant 1995, soit environ deux milliards.

Le ministre des Affaires intergouvernementales Benoît Pelletier estime que le Québec a de bonnes chances de convaincre les autres provinces et territoires. «En tout cas, l'appui du Nouveau-Brunswick est tout à fait envisageable.» Le premier ministre Bernard Lord affirmait récemment que c'est même 4,7 milliards que le fédéral devrait envoyer aux provinces. Selon M. Pelletier, la thèse du déséquilibre fiscal est de plus en plus confirmée par le fait que «les surplus s'accumulent dans les coffres fédéraux» et dans le ROC (rest of Canada), on y adhère comme jamais.

**FEUQ et FECQ d'accord**  
Réclamer plus de quatre mil-

liards au fédéral pour l'éducation post-secondaire, c'est précisément ce que les militants étudiants ont réclamé hier, en conférence de presse à Montréal. Des représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont souligné qu'avec le milliard que le Québec irait chercher annuellement, de façon récurrente, on réglerait plusieurs problèmes: «Le sous-financement des universités est évalué à 375 millions. Bref, régler les paiements de transfert en matière d'éducation post-secondaire solutionnerait au moins ça», a déclaré François Vincent, de la FEUQ. Aussi, ont-ils fait valoir, on pourrait ainsi éviter de dégeler les frais de scolarité.

**Méfiance**

S'ils poussent pour que le Québec réclame une bonification des paiements de transfert, les étudiants se montrent toutefois très méfiants à l'égard du gouvernement Charest. Ils réclament des

engagements de sa part avant même que les provinces aient accepté de mener le combat et que le fédéral n'ait consenti un sou. Et promettent d'être vigilants. Chat échaudé... «Lors des dernières négociations avec le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec avait réussi à augmenter le financement du système de santé. Toutefois, après l'entente, le premier ministre avait affirmé que toutes les sommes gagnées ne seraient pas toutes investies dans le système de santé.»

Outre l'éducation post-secondaire, plusieurs autres questions sont inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Conseil de la fédération à Banff: notamment l'énergie, la compétitivité, le transport et le déséquilibre fiscal. Créé le 5 décembre 2003 à Charlottetown sous l'impulsion du Québec, le Conseil a tenu sa dernière réunion à Ottawa en octobre 2004.

*Le Devoir*  
Avec la collaboration  
de Clairandree Cauchy

## Nomination des juges à la Cour suprême: Ottawa fait fi de l'opposition

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — Le ministre de la Justice, Irwin Cotler, a fait fi des critiques de l'opposition et a annoncé, hier, que le poste du juge démissionnaire John Major, de la Cour suprême, serait comblé en vertu d'une nouvelle procédure qui ne fait pas consensus.

«Paul Martin vient de prouver que ses promesses de renouveau démocratique, c'était des vœux pieux», a commenté le député Richard Marceau, du Bloc québécois, lors d'un entretien téléphonique.

En vertu des nouvelles règles, dévoilées en avril, le ministre consultera des procureurs généraux, des juges en chef et les «membres éminents» de la collectivité juridique de l'Ouest afin de dresser une liste de cinq à huit aspirants. Etant donné que M. Major venait de l'Alberta, seuls les candidats des provinces de l'Ouest et des territoires seront

considérés. On invitera aussi la population à suggérer des noms.

Ottawa mettra ensuite sur pied un comité consultatif composé d'un député de chaque parti représenté aux Communes, d'un juge retraité, d'un membre proposé par les provinces, d'un membre proposé par les Barreaux et de deux «personnalités éminentes» non issues du milieu juridique. Ce comité sera chargé d'évaluer les candidats et de choisir trois finalistes.

Une fois que le cabinet aura fait son choix définitif, le ministre de la Justice se présentera devant un comité parlementaire pour le défendre.

L'opposition reconnaît que ce processus constitue une amélioration par rapport à la façon de faire traditionnelle, qui consistait en des consultations officieuses. Mais les députés estiment que le processus réformé donne encore trop de pouvoir au gouvernement.

«Ca n'enlève pas la discrétion

très grande dont disposent le ministre de la Justice et le bureau du premier ministre», a déploré M. Marceau.

Le Bloc québécois souhaiterait en outre qu'Ottawa réponde aux revendications traditionnelles du Québec à l'égard des nominations à la Cour suprême. Il y a un an, le gouvernement de Jean Charest avait d'ailleurs écrit au ministre Cotler afin de lui demander une «participation formelle» au processus de sélection des juges de la haute cour. Chaque poste québécois à la Cour suprême devrait revenir à «une personne proposée par le Québec», écrivaient alors le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, et son collègue de la Justice de l'époque, Jacques Dupuis.

Le Comité de la justice des Communes a adopté, le 12 avril dernier, une motion dénonçant la réforme d'Irwin Cotler. Ce dernier s'est ensuite dit «prêt à

prendre en compte» les récriminations des députés, mais il n'a rien fait sous prétexte que le Comité ne lui a pas présenté de solution de rechange avant la fin mai.

Or, les Communes étaient alors en pleine crise de confiance dans la foulée du scandale des commandites. Plus fondamentalement, il semble que les conservateurs, les bloquistes et les néo-démocrates n'aient pas réussi à atténuer leurs profondes divergences à l'égard des éléments clés de la réforme.

Le juge Major a annoncé la semaine dernière qu'il quitterait le plus haut tribunal du pays le 25 décembre, à l'âge de 74 ans.

M. Cotler a tenu hier à rendre hommage au magistrat. «Le juge Major fait preuve d'indépendance d'esprit, et il a toujours été un pilier de la Cour, une véritable ancre judiciaire», a-t-il affirmé dans un communiqué.

*Presse canadienne*

## Québec veut s'avancer sur la scène internationale

JOCELYNE RICHER

Québec — Le gouvernement Charest s'apprête à réclamer d'Ottawa une place accrue pour le Québec sur la scène internationale.

Les négociations s'annoncent difficiles, car le Québec estime que le gouvernement de Paul Martin multiplie les obstacles pour l'empêcher de jouer le rôle qu'il estime lui revenir de plein droit dans ses relations avec les autres pays.

Québec réclamera une place qu'aucun gouvernement précédent n'a occupée dans ses relations avec l'étranger.

«Nous allons avoir tout un débat avec Ottawa», a déclaré le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, lors d'une entrevue récente à la Presse canadienne.

Dès le mois prochain, Ottawa apprendra officiellement que Québec revendique une plus grande marge de manœuvre à l'étranger, fondée sur «une doctrine Gérin-Lajoie très modernisée», explique le ministre, qui dit vouloir obtenir «des gains réels» pour le Québec, inscrits en toutes lettres dans une entente.

La doctrine Gérin-Lajoie constitue depuis des décennies la base de la stratégie internationale du gouvernement du Québec. Elle consiste à dire que ce qui relève de la compétence exclusive du Québec chez nous relève aussi de la compétence exclusive québécoise à l'étranger.

M. Pelletier est en train de concocter un document qu'il compte présenter à ses homologues fédéraux, Lucienne Robillard (Affaires intergouvernementales) et Pierre Pettigrew (Affaires étrangères) en septembre. Une demande de rencontre a déjà

été formulée, mais n'a pas encore eu de suites.

Le document en question dressera la liste des revendications du Québec pour ce qui est de la place qu'il veut prendre à travers le monde, comme le fait d'occuper un siège et de parler de sa propre voix dans les grandes institutions internationales, telle l'UNESCO, ou de signer des ententes bilatérales avec des pays étrangers.

Selon M. Pelletier, la prétention du gouvernement Charest à ce chapitre respecte en tous points la lettre et l'esprit du cadre fédératif.

«Nous voulons négocier une entente qui ne soit pas constamment remise en question», dit encore le ministre, perplexe devant l'attitude de «durcissement» du gouvernement Martin dans ce dossier.

Pourtant, fait-il remarquer, le premier ministre Martin s'était engagé à faire preuve d'ouverture à ce chapitre durant la dernière campagne électorale.

Il reproche au gouvernement fédéral de partir de la «fausse prémisse» selon laquelle «le Québec agirait comme s'il était un État souverain» le jour où Ottawa lâcherait du lest dans ce dossier.

A titre d'exemple récent de «durcissement», M. Pelletier raconte que les Affaires étrangères avaient tenté d'empêcher le premier ministre Jean Charest de rencontrer le premier ministre par intérim d'Haïti, Gérard Latorje, lors de son récent voyage à Port-au-Prince, en juin, sous prétexte qu'il s'agissait du dirigeant d'un pays et non d'une province.

Après négociation, la rencontre a finalement eu lieu, mais c'est le genre d'incidents que le gouvernement veut éviter à l'avenir.

*Presse canadienne*

**ROLEX**  
Explorer II  
Acier

*Bijouterie*  
**Gambard**  
Vente et service technique  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL  
(514) 866-3876

## S'OUVRIR AUX IDÉES

Reconnu comme un moteur de développement économique de premier plan, l'aluminium ouvre des horizons prometteurs par ses applications multiples. Recyclable à l'infini, l'aluminium sait faire briller le Québec à la grandeur du globe.

L'avenir s' imagine en aluminium. [www.aac.aluminium.qc.ca](http://www.aac.aluminium.qc.ca)

## • LES ACTUALITÉS •

# Une thérapie génique pour prévenir le glaucome

Un virus modifié dans les laboratoires de l'Université de Montréal pourrait éviter la cécité aux victimes

PAULINE GRAVEL

L'espoir est désormais permis pour les personnes atteintes de glaucome. Un virus modifié dans les laboratoires de l'Université de Montréal pourrait les sauver de la cécité.

Cette nouvelle piste pour traiter cette maladie oculaire dont souffre un Canadien âgé de plus de 40 ans sur 100 et qui est la seconde cause de cécité dans le monde n'est nulle autre qu'une thérapie génique. Le principe est simple: on injecte dans l'œil du patient des virus dans lesquels on a introduit un gène dont l'activité permet de protéger les neurones de la rétine, qui sont les premières cellules détruites par la tension intra-oculaire élevée qui caractérise le glaucome.

Le virus qui sert de véhicule a été découvert par hasard. «Un hasard heureux», précise l'auteur de l'étude, la neuroscientifique Adriana Di Polo, puisque le virus adenoassocié, comme on l'appelle, infecte de préférence les cellules ganglionnaires de la rétine, ces neurones qui transmettent les informations visuelles au cerveau, lequel nous permet de prendre conscience des images qui s'offrent à notre vue.

De plus, le virus adenoassocié n'est, semble-t-il, lié à aucune maladie humaine «probablement parce qu'il ne peut se répliquer par lui-même», explique la chercheuse du département de pathologie et de biologie cellulaire de l'Université de Montréal. Pour se reproduire, ce virus doit s'associer aux adénovirus — qui causent des maladies respiratoires telle la grippe commune —, lesquels produisent des protéines qui sont nécessaires à leur réplication.

## Essais cliniques

Un telle déficience est donc tout à fait appropriée pour une thérapie génique. Pour plus de sûreté, la chercheuse a néanmoins retiré 95 % du génome viral, ce qui permet de minimiser encore plus le risque de réaction immunitaire. «Le virus adenoassocié a été testé chez le rat, le chien et le singe sans qu'il ne déclenche de réponse immunitaire», précise la chercheuse. Et des ophtalmologues de l'Université de Floride, avec lesquels Adriana Di Polo collabore dans ses recherches sur le glaucome, débiteront cet automne des essais cliniques chez l'humain visant à vérifier l'innocuité et l'efficacité des virus adenoassociés utilisés dans une thérapie génique contre l'amaurose

congénitale de Leber, une autre maladie de l'œil pouvant causer la cécité.

L'adenoassocié sert donc à acheminer dans l'œil un gène, dénommé mek, qui stimule un circuit intracellulaire, lequel promet par diverses voies la survie des cellules ganglionnaires de la rétine, ces neurones qui donnent naissance au nerf optique et dont la mort entraîne une perte de vision irréversible, puisque ces structures du système nerveux ne se régénèrent pas.

Des virus adenoassociés équipés du gène mek sont injectés dans le vitré, cet espace situé entre le cristallin et la rétine qui est rempli d'un liquide appelé l'humeur aqueuse. Il en résulte une infection sélective, carabinée et prolongée des cellules ganglionnaires. En effet, plus de 70 % de ces cellules neuronales se laissent envahir et l'expression du gène mek peut se manifester très longtemps, pendant près de trois ans, indique la chercheuse. «Ce qui est très intéressant, car cela nous permet d'éviter un trop grand nombre d'injections dans l'œil qui peuvent causer de petites blessures additionnelles peu souhaitables», dit-elle.

Cette nouvelle thérapie, mise au point conjointe-

ment par Adriana Di Polo et des ophtalmologues du département d'ophtalmologie et du Powell Gene Therapy Centre de l'Université de Floride et qui fait l'objet d'une publication dans l'édition de septembre de la revue *Molecular Therapy*, est destinée à prévenir les dégénérescences ganglionnaires dues aux différentes formes de glaucome. Selon nombre d'ophtalmologues, cette thérapie génique devrait même être prescrite à toutes les personnes à risque de développer le glaucome, même si les conséquences de la maladie ne se sont pas encore manifestées.

Après avoir établi clairement l'efficacité de l'approche chez le rat, Adriana Di Polo espère maintenant retrouver les effets neuroprotecteurs de sa thérapie chez des singes atteints de glaucome. Des résultats prometteurs obtenus chez le chien avec le virus adenoassocié véhiculant un autre transgène destiné à guérir une autre maladie des yeux laissent entrevoir la possibilité d'éprouver chez l'humain dans quelques années la thérapie génique mise au point pour traiter le glaucome.

Le Devoir

## Bagdad aveuglée par une tempête de sable

Bagdad — Les urgences des hôpitaux de Bagdad étaient débordées hier par des centaines de patients souffrant de troubles respiratoires à la suite d'une des plus violentes tempêtes de sable que la capitale ait connues depuis des lustres.

La circulation en ville était quasiment nulle et une réunion cruciale des chefs de faction sur la future Constitution prévue sous l'égide du président Djalal Talabani a dû être reportée de 24 heures au moins en raison de ces conditions inhabituelles.

Selon les météorologistes, un rare phénomène barométrique au-dessus du désert occidental a déversé des tonnes de sable et de poussière sur une capitale qui était au bord de la paralysie totale.

Cette tempête de grande ampleur est une nouvelle épreuve pour les Bagdadis ordinaires, qui souffrent déjà quotidiennement de la canicule, de pénuries d'eau, des coupures de courant, des attentats de la guérilla et de la nervosité, parfois mortelle, de soldats américains très nerveux.

Les hôpitaux de la capitale disaient ne pouvoir faire face à l'afflux de personnes, souvent âgées, souffrant de suffocation. Les proches des patients et le personnel médical se plaignaient d'une insuffisance de personnel, d'équipements et de médicaments.

Plus de 800 patients ont ainsi assailli dans la matinée le seul hôpital de Yarmouk, où le chef des consultations externes, le Dr Koussai Hasnaoui, confie: «Il y a trop de monde qui vient. Nous n'avons tout simplement pas assez de personnel. Il me manque aussi de l'oxygène.»

Un halo orange sinistre enveloppait les rues désertes de la capitale, où vivent plus de quatre millions d'Irakiens, sans pour autant empêcher le soleil de diffuser sa chaleur caniculaire.

La visibilité étant réduite à moins de 50 m, les automobilistes qui s'aventuraient dehors le faisaient à leurs risques et périls, les soldats américains étant déjà en temps ordinaire enclins à tirer sur tout véhicule approchant d'eux.

Le reste du pays a pour l'essentiel été épargné par ce suffocant brouillard de sable qui, selon le météorologiste irakien Emad Assem, devrait envelopper Bagdad pendant encore 48 heures.

Reuters

## EN BREF

### 2,5 millions pour 12 lacs

Ottawa vient à la rescousse des écosystèmes aquatiques du parc national de la Mauricie (PNM). Le ministre de l'Environnement Stéphane Dion a dévoilé hier un projet de 2,5 millions de dollars pour permettre à 12 lacs de retrouver leur état naturel. Ce projet de restauration des écosystèmes permettra à Parcs Canada d'acquiescer des connaissances sur leur état actuel; de rétablir les niveaux d'eau de six d'entre eux; de réintroduire ou de restaurer certaines populations de poissons; de réaménager ou d'enlever des structures et des barrages endommagés; d'améliorer la condition des habitats riverains; et de sensibiliser davantage le public quant à l'état des lacs. Créé en 1970, le PNM comprend quelque 150 lacs et étangs qui couvrent environ 7 % de sa surface. Près de 200 000 personnes s'y rendent chaque année. — Le Devoir

## Tracer sa voie

Boudant les chemins officiels, le piéton créatif aménage ses propres sentiers dans la ville

Voici le troisième d'une série de trois articles que propose *Le Devoir* sur la place du piéton dans la ville, sa contribution à l'aménagement urbain et son indocilité réputée.

FRÉDÉRIQUE DOYON

Le sage Teilhard de Chardin disait: n'empruntez pas le chemin de la multitude. De l'autre bout de la modernité, un citoyen urbain l'a entendu. Faisant fi des voies bétonnées, le piéton s'engage souvent là où aucun chemin n'est tracé. Il suffit d'un parc, d'un terrain vague ou d'un simple carré de verdure pour qu'il se sente l'esprit défricheur et ouvre de nouveaux horizons urbains.

Ses motifs peuvent être aussi nombreux que les sentiers qu'il sillonne: pour raccourcir son parcours ou l'allonger, pour goûter un peu de fraîcheur ou pour le simple plaisir de découvrir la ville d'un autre point de vue. Bien souvent illégaux dans un premier temps, ces sentiers réorganisent tranquillement le paysage citadin auquel ils s'intègrent, lui redonnant un visage humain. Discretement, le piéton trace ainsi des voies parallèles à l'aménagement urbain planifié.

«[Ces sentiers] sont structurels et on doit en tenir compte plutôt que de dessiner un parc d'après les livres, confirme sans hésiter Jean Décarie, géographe et paysagiste à la retraite. Il faut d'abord laisser les gens s'approprier l'espace pour voir par où ils passent plutôt que de mettre des sentiers à la mauvaises place.»

Cette approche, qui favorise un développement urbain par la base, par les citoyens eux-mêmes, traverse tout le projet du Réseau vert (RV), système de sentiers «cyclopédiques» (pour piétons et cyclistes), souvent calqués sur les chemins défrichés par les piétons eux-mêmes, qui devait sillonner la ville sur un total de 150 km. Piloté en 1994 par M. Décarie, ardent défenseur des piétons, auteur d'une politique des parcs pour Québec (1983) et Montréal (1992), le plan dort malheureusement sur des tablettes. Seul un tronçon de trois kilomètres de la Voie verte a été réalisé, le long du chemin de fer séparant Rosemont du Plateau-Mont-Royal. Le Sommet de Montréal de 2002 a remis le projet à l'avant-plan. Mais depuis, plus rien...

Quoi qu'il en soit, la lecture sociologique de la ville post-industrielle qui sous-tend le concept demeure d'actualité. «Le Réseau vert, c'est une nouvelle infrastructure urbaine pour ville post-industrielle qui repose sur l'analyse des besoins des nouveaux urbains, décrit son concepteur. Aujourd'hui, les gens veulent bouger, découvrir, donc c'est le parc linéaire qui devient intéressant. Les espaces verts ponctuels, c'est terminé. Le parc traditionnel est anti-urbain; il a été créé au XIX<sup>e</sup> siècle contre la ville industrielle délétère de l'époque. Maintenant, on vit dans la ville post-industrielle, qui ressemble étrangement à la ville pré-industrielle où régnaient les places publiques. La ville devient le centre d'intérêt au lieu d'être un repoussoir comme à l'époque.»

Plutôt que d'y créer des parcs ici et là de manière isolée, on pense la ville globalement, elle devient elle-même un grand parc dans lequel le RV trace des allées inspirées des *greenways* américaines, et avant cela, des *parkways* de Frederick Law Olmsted, père de l'architecture de paysage, mais aussi du Central Park de New York... et du mont Royal. Ce dernier devait d'ailleurs être conçu comme une promenade reliant notamment le parc Lafontaine, mais le projet est resté inachevé.

### Un réseau actif et social

Le RV devait joindre le réseau bleu (les parcs linéaires parfois déjà existants bordant le fleuve et la rivière des Prairies) au cœur de la ville — le mont Royal — par une série de bretelles tracées à même la ville et ses points d'intérêt (écoles, parcs, centres commerciaux). Il visait non seulement à ce que les citoyens se réapproprient leur ville



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le cas des voies ferrées offre un exemple type de sentier urbain, friche industrielle investie par les piétons. On a compté 120 traverses illégales seulement sur les 15 km de la voie du CP reliant le nord et le sud de la ville.

physiquement, mais aussi socialement, car ultimement ce sont eux qui, tels des copropriétaires du territoire adjacent à leur résidence, auraient soumis leur plan d'aménagement, la Ville fournissant le cadre financier. Ce faisant, le réseau devenait un véritable «système de communication sociale».

Fondé en 1998, l'organisme Sentiers urbains partage le même esprit de «prise en charge de l'environnement par les résidents», selon l'énoncé de mission que rapporte son directeur Pierre Denonville. «On veut que le citoyen intervienne lui-même. Le but, c'était de rassembler les différents points aménagés par les résidents entre eux pour créer une espèce de sentier dans la ville.» Si, ultimement, les projets de l'organisme finissent surtout concrètement par embellir la ville, leur processus engage la communauté, qu'il s'agisse d'aménager les carrés d'arbres de la rue Beaudry ou de développer des jardins thématiques (plantes médicinales, compostage, fines herbes, etc.) sur des terrains vagues devenus problématiques à cause de la prostitution, de la toxicomanie et du vandalisme qui y germaient.

La récupération des friches industrielles et institutionnelles — c'est-à-dire les terrains des anciennes industries, les voies ferrées du Canadien Pacifique, les corridors de pylônes d'Hydro-Québec ainsi que les espaces verts des institutions, tels les cimetières et les campus universitaires — est d'ailleurs au cœur du projet de RV. «Étant donné que les villes n'ont plus les moyens d'acheter, alors il faut s'entendre avec les propriétaires des friches pour les utiliser, avec des droits de passage», explique M. Décarie.

### Des ornières révélatrices

Le cas des voies ferrées offre un exemple type de sentier urbain, friche industrielle investie par les piétons. «On a compté 120 traverses» illégales seulement sur les 15 km de la voie du CP reliant le nord et le sud de la ville, indique Jean Décarie. L'hiver, les profondes ornières de ces traverses révèlent l'importance de leur ancrage dans la ville, comme l'a aussi constaté le professeur Michel Barcelo dans une étude qu'il a menée avec ses étudiants en urbanisme de l'Université de Mont-

réal sur le parcours que choisissent les travailleurs d'usine du Mile-End venus du métro Rosemont. «On a trouvé qu'environ 60 % des piétons qui parcourent le trajet entre la station Rosemont et cette zone d'emploi le font sans emprunter le viaduc.»

«On aura beau ériger un mur de Berlin, les gens vont passer pareil», estime M. Décarie, qui juge qu'il n'y a aucun danger. Avec l'exode des usines vers les banlieues, le débit et la vitesse de la circulation ferroviaire a diminué, et les accidents sont rares et isolés, selon lui. Si le CP s'était rallié à l'idée d'un réseau vert, il résiste toujours à celle d'implanter des passages à niveau, comme le fait pourtant l'Agence métropolitaine de transport pour ses trains de banlieue.

«Il y a un changement radical qui s'est fait sur le plan de la réappropriation de la rue et du trottoir depuis 20 ans, conclut le géographe, et le plan d'urbanisme va dans ce sens-là, mais il faut aller au-delà.» Comme le piéton qui franchit les limites urbanistiques d'aujourd'hui pour tracer les voies de demain.

Le Devoir

## LE MONDE

## Sharon maintient le cap

Jérusalem — Le premier ministre israélien Ariel Sharon semblait hier plus déterminé que jamais à évacuer Gaza sans se laisser impressionner par la démission de son ministre des Finances Benjamin Netanyahu.

L'armée a d'ailleurs publié un communiqué appelant les quelque 8000 colons juifs de la bande de Gaza à quitter volontairement leurs demeures d'ici au 14 août à minuit, heure locale, et précisant que, dès le 17 août, les forces de sécurité contraindront à partir tout ceux qui auront choisi de rester. M. Sharon a assuré que «le plan de désengagement sera appliqué comme prévu», même après la démission-surprise dimanche de son principal rival au parti Likoud (droite).

Le coup de théâtre de M. Netanyahu n'a en tous cas pas empêché le gouvernement de donner dimanche son feu vert à l'évacuation d'un premier groupe de colonies de Gaza.

Une majorité d'Israéliens continue à soutenir le retrait des militaires et des colons de Gaza, selon un dernier sondage: 55 % pour, 39 % contre.

Par ailleurs, une équipe des services de sécurité palestiniens a libéré trois employés de l'ONU — un Palestinien, une Britannique et un Suisse — peu après leur enlèvement hier en donnant l'assaut à la maison dans laquelle les ravisseurs s'étaient retranchés, selon des sources «sécuritaires».

Agence France-Presse

## Aux É.-U., l'armée se prépare à des attaques sur son sol

Washington — L'armée américaine a élaboré des plans pour répondre à d'éventuelles attaques terroristes aux États-Unis, rompant avec les réticences traditionnelles du Pentagone à se lancer dans des opérations sur le territoire américain, rapportait hier le *Washington Post*.

Ces documents détaillent les plans de gestion de 15 scénarios de crise différents et anticipent notamment d'éventuelles attaques simultanées en plusieurs points du territoire américain, selon le journal, qui cite les militaires ayant élaboré ces plans.

Des forces de réaction rapide comptant jusqu'à 3000 militaires seraient déployées dans un premier temps et leur effectif pourrait grossir selon l'ampleur de l'alerte.

Les scénarios évoqués vont du maintien de l'ordre en cas de panique de la population à la gestion d'attentats de grande ampleur.

Le *Post* voit dans ces plans un changement stratégique historique du Pentagone, car la loi définit très strictement le cadre d'un recours aux militaires sur le territoire américain.

Des responsables de la Défense ont dit au journal que les militaires joueraient principalement un rôle de soutien aux forces de police, aux pompiers et autres corps non militaires dépêchés sur le théâtre de crises majeures.

Reuters

EN BREF

## Le parti de l'ex-président Aristide se présente aux élections

Port-au-Prince — Le parti de l'ex-président haïtien, le parti Lavalas, a annoncé hier sa candidature aux élections générales prévues à l'automne. Cette candidature a été présentée par la branche du parti Lavalas dirigée à Port-au-Prince par d'anciens parlementaires. D'autres partisans d'Aristide refusent de participer aux élections et continuent de réclamer le retour au pouvoir de l'ex-président et la libération des prisonniers politiques. Après des années de crise, alors qu'il était sous la menace d'une insurrection armée, Jean-Bertrand Aristide a démissionné de ses fonctions le 29 février 2004. Il vit aujourd'hui en exil en Afrique du Sud. — AFP



Contrôle de sécurité aux abords de la prison de Belmarsh, à Londres.

La Grande-Bretagne aux prises avec le terrorisme

## Maintien en détention de trois suspects

ED JOHNSON

Londres et Riyad — Inculpés de tentative de meurtre sur des passagers des transports publics de la capitale britannique, trois des principaux suspects dans les attentats avortés du 21 juillet à Londres ont comparu hier devant la justice: les juges du tribunal de haute sécurité installé près de la prison de Belmarsh ont décidé leur maintien en détention jusqu'au 14 novembre.

Muktar Said Ibrahim, 27 ans, Ramzi Mohammed, 23 ans et Yassin Hassan Omar, 24 ans, ont été inculpés de tentative de meurtre, complot pour meurtre et possession ou fabrication d'explosifs.

Ibrahim est accusé d'avoir tenté de déclencher une bombe dans un autobus de l'est de Londres, Mohammed d'avoir voulu faire exploser une bombe dans une rame de la ligne Oval du métro, tandis que Omar est accusé d'avoir tenté de faire exploser une bombe dans une rame du métro à la station de Warren Street.

Les trois hommes n'ont pas parlé, sauf pour confirmer leur identité. Ils n'ont pas dit s'ils se considéraient coupables des charges qui leur sont reprochées.

Un quatrième suspect est détenu à Rome en attendant son extradition vers la Grande-Bretagne. Il est connu sous les noms de Osman Hussain ou de Hamdi Issac.

La police estime que ces quatre hommes sont les auteurs des attentats manqués du 21 juillet. S'ils n'ont fait aucune victime, ils ont provoqué une vive inquiétude à Londres, deux semaines jour pour jour après les attentats du 7 juillet qui avaient fait 56 morts. Personne n'a été inculpé pour les attentats du 7 juillet.

Un autre suspect, Manfo Kwaku Asiedu, a été inculpé de tentative de meurtre et placé en détention jusqu'au 14 novembre dans l'affaire de

la bombe retrouvée dans un sac à dos abandonné le 23 juillet près d'un parc londonien.

Trois autres personnes ont comparu hier. Il s'agit de Siraj Yassin Abdullah Ali, Wharbi Mohammed et Asias Girma, accusés d'avoir aidé les suspects en fuite. Ils ont affirmé qu'ils plaideraient non coupables, et seront détenus jusqu'à leur prochaine audition jeudi.

Par ailleurs, Haroon Rashid Aswat, qui est détenu en Grande-Bretagne sous le coup d'un mandat d'arrêt américain, a lui aussi comparu devant la même cour. Ce citoyen britannique extradé dimanche par la Zambie a lui aussi été maintenu en détention jusqu'à jeudi.

Aswat, âgé de 30 ans, est soupçonné par les États-Unis d'avoir essayé de créer entre 1999 et 2000 en Oregon un camp d'entraînement pour des combattants souhaitant se préparer à la guerre sainte en Afghanistan. Son avocat a affirmé qu'il était innocent et qu'il s'opposerait à un transfert vers les États-Unis.

Il a été arrêté le 20 juillet en Zambie pour être interrogé au sujet d'une vingtaine d'appels entre son téléphone cellulaire et les numéros de plusieurs des kamikazes présumés du 7 juillet.

## Occidentaux menacés en Arabie Saoudite

Les États-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne ont averti leurs ressortissants que des «terroristes» planifiaient des attentats imminents en Arabie Saoudite, quelques jours après l'accession au trône du nouveau roi Abdullah le 1er août.

Après Washington et Londres, Canberra a mis en garde ses citoyens contre des attaques anti-occidentales dans le plus riche pays pé-

trolier au monde, secoué depuis mai 2003 par une série d'attentats sanglants revendiqués par le réseau terroriste al-Qaïda.

«Des attaques terroristes peuvent se produire à n'importe quel moment n'importe où en Arabie Saoudite, y compris à Riyad, selon un communiqué des Affaires étrangères australiennes mis en ligne sur le site de son ambassade à Riyad. Les Australiens doivent reporter tout voyage non essentiel dans le royaume, ceux résidant en Arabie Saoudite doivent penser à partir et ceux qui veulent rester doivent prendre toutes les précautions nécessaires.»

De son côté, la Grande-Bretagne, déclarant disposer d'«informations crédibles», a averti que «des terroristes sont au stade final de la préparation d'attentats» en Arabie Saoudite.

Le Foreign Office indique avoir autorisé le personnel non essentiel présent en Arabie Saoudite à quitter le pays s'il le souhaite.

Dés dimanche, l'ambassade des États-Unis à Riyad a annoncé qu'elle fermerait hier et aujourd'hui, de même que les consulats américains à Djeddah et à Dharan, après des informations concernant une «menace» contre les bâtiments officiels américains.

D'autre part la Grande-Bretagne étudie la possibilité de poursuivre pour trahison les imams incitant à la violence ou faisant l'éloge d'attentats suicide, a-t-on appris hier de sources gouvernementales.

## «Prédicateurs de haine»

Cette proposition, qui fait suite à une série de projets de loi antiterroristes annoncée vendredi par Tony Blair, a attisé les critiques d'une partie de l'opposition, qui estime les lois de trahison désuètes et peu pra-

tiques. Toute personne reconnue coupable de trahison encourt la peine de prison à perpétuité en Grande-Bretagne. Jusqu'en 1998, ce crime était passible de la peine de mort. La dernière personne à avoir été pendue pour trahison dans le pays fut William Joyce, exécuté en 1946 pour diffusion de propagande nazie durant la Seconde Guerre mondiale.

Soixante ans plus tard, les autorités considèrent à nouveau les lois de trahison comme un moyen possible de réduire au silence les «prédicateurs de haine», au moins jusqu'à l'adoption des nouvelles mesures de sécurité prônées par le premier ministre.

«L'Attorney General et le responsable du parquet examineront certaines déclarations faites par trois individus pour savoir si des délits ont été commis», a déclaré une porte-parole de l'Attorney General, précisant que la trahison ou l'incitation à la trahison pourraient être deux chefs d'accusation retenus.

Les services de sécurité se penchent notamment sur le cas de l'imam Omar Bakri Mohammed, fondateur de la branche britannique du Hizb ut-Tahrir, un groupe dédié à la création d'un «califat islamique» au Proche-Orient et qui dit rejeter la violence. Mais Bakri, personnalité honnie des tabloïds britannique, a récemment déclaré qu'il n'informerait pas la police s'il avait connaissance d'attentats à la bombe en préparation en Grande-Bretagne.

D'ailleurs Omar Bakri a quitté la Grande-Bretagne pour le Liban, a indiqué hier son épouse à l'AFP, affirmant cependant que ce départ était motivé par des raisons familiales. Anjem Choudary, bras droit d'Omar Bakri, a confirmé ce départ.

Reuters, Agence France-Presse et Associated Press

## Les Japonais iront aux urnes le 11 septembre

Tokyo — Le gouvernement japonais a décidé hier la dissolution de la Chambre basse du Parlement qui avait rejeté le projet de privatisation de la poste japonaise, ouvrant la voie à des élections anticipées qui auront lieu le 11 septembre.

La décision a été annoncée en direct à la télévision par le président de la Chambre Yohei Kono au cours d'une session extraordinaire de la Chambre.

Le premier ministre Junichiro Koizumi avait convoqué une réunion extraordinaire de son cabinet peu après le rejet par la Chambre haute de la Diète de la réforme postale qu'il souhaitait.

«La Chambre haute a décidé

que la privatisation de la poste n'était pas nécessaire. J'entends donc demander au public s'il la soutient ou s'y oppose. C'est pour ça que j'ai dissous le Parlement», a expliqué M. Koizumi devant la presse.

Le premier ministre a précisé que l'élection aurait lieu le 11 septembre et il a promis de démissionner si son parti (libéral-démocrate [PLD]) au pouvoir n'était pas en mesure de construire une coalition avec son partenaire, le nouveau Komeito.

Koizumi a donc mis à exécution sa menace de provoquer des élections anticipées si les membres de son parti se rangeaient au côté de l'opposition pour voter con-

tre ce projet très contesté.

La Chambre haute du Parlement nippon s'est prononcée par 125 voix contre 108 contre ce projet qui aboutirait à la création de la plus grande banque privée au monde, avec 33 000 milliards de yens (330 milliards \$CAN) en comptes d'épargne et dépôts d'assurance.

La proposition de privatisation de la Poste japonaise soulève une forte opposition dans les rangs de la majorité, qui craint qu'elle n'aboutisse à la fermeture des bureaux de poste dans les zones rurales et à de nombreux licenciements.

Le cardinal James Stafford a publié hier un décret annonçant que des indulgences plénières seraient accordées aux personnes qui, n'étant pas en état de péché, parti-



ISSEI KATO REUTERS

Junichiro Koizumi

Associated Press

## Le pape offre des indulgences au pays de Luther

Cité du Vatican — Martin Luther risque de se retourner dans sa tombe après l'annonce hier, par le Vatican, de sa décision d'accorder des indulgences aux catholiques à l'occasion du prochain voyage en Allemagne de Benoît XVI, pays natal des deux hommes.

L'Église enseigne que les fidèles qui ne peuvent accéder directement au paradis après leur mort doivent patienter pendant un certain temps au purgatoire. Les indulgences partielles ou plénières sont censées réduire ou

supprimer cette période d'attente dans un lieu dont le défunt Jean-Paul II a dit en 1999 qu'il ne s'agissait pas tant d'un endroit physique que d'un état d'esprit marqué par l'absence de Dieu.

Les indulgences récompensent généralement des bonnes actions ou encore des prières ou des pèlerinages conseillés par l'Église. Les fidèles peuvent les obtenir pour eux-mêmes ou pour des défunts séjournant déjà au purgatoire. Elles ne peuvent en revanche rien faire pour les damnés, condam-

nés à l'enfer pour l'éternité.

À l'époque de Luther, l'Église vendait des indulgences pour financer la reconstruction de la basilique Saint-Pierre. Révoquée par cette attitude, ce moine allemand cloua en 1517 sur la porte d'une église de Wittenberg ses «95 thèses» contre les indulgences, qui allaient jeter les bases du protestantisme.

Le cardinal James Stafford a publié hier un décret annonçant que des indulgences plénières seraient accordées aux personnes qui, n'étant pas en état de péché, parti-

ciperaient «attentivement et avec dévotion» aux célébrations des Journées mondiales de la jeunesse, pour lesquelles le pape se rendra à Cologne du 18 au 21 août.

Ceux qui ne pourront se rendre aux JMJ dans la ville rhénane pourront obtenir des «indulgences partielles» s'ils prient avec ferveur pendant le voyage du pape afin de demander à Dieu d'aider les jeunes à renforcer leur foi, dit le communiqué du Vatican.

Reuters

Pétrole contre nourriture

## L'ancien directeur est accusé de corruption

New York — L'ancien directeur du programme «pétrole contre nourriture» de l'ONU en Irak, Benon Sevan, a «tiré de manière corrompue un bénéfice financier» du programme, affirme la commission indépendante d'enquête dans un rapport d'étape publié hier.

Le rapport affirme que M. Sevan a bénéficié personnellement, pour un montant de plus de 147 000 \$, des allocations de pétrole accordées, à sa propre demande, à la compagnie African Middle East Petroleum (AMEP), dirigée par l'Égyptien Fakhry Abdelnour, un cousin de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali.

Dans ces transactions, un ami de M. Sevan, Efraim Nadler, a joué un rôle d'intermédiaire, selon le rapport de la commission dirigée par l'ex-président de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker.

Le rapport retrace le cheminement, entre fin 1998 et fin 2001, de sommes d'argent tirées des ventes d'environ 7,3 millions de barils de pétrole irakien par l'AMEP, d'abord vers un compte bancaire à Genève contrôlé par M. Nadler, puis vers un compte appartenant à M. Sevan à New York.

Les sommes ayant abouti sur le compte de M. Sevan totalisent 147 184 \$, selon le rapport. C'est la première fois que M. Sevan, un Chypriote âgé de 67 ans, est directement accusé de corruption.

M. Sevan a nié les accusations portées à son encontre.

M. Sevan, qui a dirigé ce programme d'une valeur de 64 milliards de dollars pendant toute son existence de 1996 à 2003, a démissionné dimanche de l'ONU et accusé le secrétaire général de l'Organisation, Kofi Annan, de l'avoir «sacri-fié», selon des documents publiés par son avocat, Me Eric Lewis.

Par ailleurs, ce troisième rapport intérimaire de la commission accuse de corruption un autre ancien employé de l'ONU, Alexander Yakovlev, qui a démissionné en juin.

Le programme «pétrole contre nourriture» avait permis à Bagdad de vendre sous contrôle des quantités limitées de pétrole et d'acheter en échange des biens pour sa population, alors que le pays était soumis à un embargo international.

Mais le gouvernement irakien avait perverti le système et plusieurs milliards de dollars avaient été détournés. Le scandale est une sérieuse source d'embaras pour l'ONU.

Agence France-Presse

## La famille de Saddam récusé ses avocats

Amman — La famille de Saddam Hussein a démis hier les avocats internationaux qui affirment le représenter et elle choisira une nouvelle équipe pour le défendre contre les accusations de crimes de guerre, a annoncé le conseil de la famille.

«Il y a trop de gens dans le monde qui affirment défendre le président sans que la famille soit au courant, et nous ne savons pas qui les a mandatés», a déclaré Me Abdel Hak Alani, avocat de Raghd, fille aînée du président déchu, habilitée à représenter la famille. Me Alani a précisé que, «pour le moment», le seul avocat autorisé de Saddam était l'avocat irakien Khalil Doulami, qui assiste aux comparutions de l'ancien raïs devant les magistrats.

Parmi les 2000 et quelque avocats qui ont offert de défendre Saddam Hussein figurent l'ancien ministre américain de la Justice Ramsey Clark et une fille du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. D'autres avocats de renom ont affirmé à un moment ou à un autre faire partie de l'équipe de défenseurs, parmi lesquels l'ancien ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, son compatriote Jacques Vergès et l'avocat anglo-italien Giovanni di Stefano, ancien conseil de Slobodan Milosevic.

Reuters

## É D I T O R I A L

Chaud, chaud,  
l'automne?

Les vacances sont terminées pour Jean Charest. Profitant des assises annuelles de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, le premier ministre en a profité dimanche pour nous rappeler qu'un affrontement se prépare entre les syndicats du secteur public et le gouvernement. Si de part et d'autre les positions sont fermes, le pire n'est pas sûr. Dur moins pas encore.

L'affrontement n'est pour l'instant que verbal. Devant les menaces syndicales — ce sera le bordel dans les garderies et dans les écoles à la rentrée, prédisaient en juin aussi bien la CSN que la CSQ —, le premier ministre se devait de répliquer. Il n'achètera pas la paix avec les syndicats et n'offrira pas plus que les trois milliards qui sont déjà sur la table et qui équivalent à 12,6 % d'augmentation sur six ans. Point à la ligne.

De l'argent, le gouvernement du Québec n'en a pas... ou bien peu. Cela, les syndicats le savent bien malgré des demandes initiales excessives visant, pour une bonne part, à établir un rapport de force. La partie syndicale sera d'ailleurs la première à reconnaître qu'il ne servirait à rien de décrocher la lune pour se la voir retirer par la suite, comme le leur rappelait M. Charest en évoquant la crise survenue en 1981. Néanmoins, leur objectif, légitime, demeure d'obtenir mieux que ce qui est sur la table, ce à quoi ils croient possible d'arriver en raison de l'impopularité du gouvernement libéral.

Cette impopularité fait certes partie de la toile de fond de la négociation, mais pourrait avoir l'effet inverse à celui recherché par les syndicats. Dans son discours devant les jeunes libéraux, M. Charest ne cherchait d'ailleurs rien d'autre que de retourner la situation en se posant comme le défenseur du bien commun face aux nantis du secteur public dont l'«emploi garanti, les bonnes conditions de travail» ne se comparent pas à ce que vivent les autres travailleurs québécois soumis «à la farouche concurrence internationale».

Ce discours a été reçu comme une déclaration de guerre par les syndicats. Pourtant, ils savent depuis longtemps que cette négociation sera difficile. Dès son arrivée à la tête du Parti libéral, Jean Charest indiquait que ces derniers

ne seraient pas les partenaires qu'ils pouvaient être pour les gouvernements péquistes, ce qui serait d'ailleurs impossible puisqu'il n'y a pas entre eux de vision commune du développement de la société québécoise.

De fait, il n'y a pas que l'argent et les conditions de travail qui sont en jeu dans cette négociation. Il y a tout ce qui relève de ces «grands bonds en avant» que le gouvernement Charest veut faire franchir à l'État québécois. Or, en ce domaine, les libéraux avancent sur un terrain fragile. Ce qui est perçu comme une volonté de leur part de démembrer l'État québécois demeure l'une des causes de leur impopularité, d'où la bataille syndicale contre les PPP, en santé comme ailleurs.

Dans la partie de bras de fer qui se joue, rien n'est définitivement arrêté. On est encore dans la période de réchauffement où chacun cherche à prendre la mesure de l'autre. C'est lorsque les deux parties se reverront à la table de négociation que l'on pourra voir la distance réelle qui les sépare. À cet égard, de part et d'autre, on sait qu'un règlement négocié vaut toujours mieux qu'un règlement imposé par une loi spéciale. On ne tardera pas à savoir si des compromis sont possibles, ou si l'automne sera chaud ou très chaud.

Une liste  
est une liste

La décision du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) de réclamer les noms des immigrants faisant appel à des organismes communautaires relève de la bureaucratie la plus bête: celle qui perd de vue son impact sur la population.

L'intention, ici, n'a pourtant rien à voir avec un machiavélique profilage racial. Elle découle simplement du plan de modernisation de l'État présenté l'an dernier par la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget. Il y était notamment question de réévaluer l'ensemble des programmes gouvernementaux.

Au MICC, on a déduit que l'évaluation la plus fine — celle qui permet de savoir si tous les nouveaux arrivants sont rejoints ou s'ils ne fréquenteraient pas deux ou trois organismes pour obtenir le même service — ne peut se faire qu'en ayant des noms. Administrativement, la démonstration est inattaquable. Socialement, elle est intenable, surtout dans le contexte actuel.

Déjà que, pour bien des «étrangers», les contrôles gouvernementaux rappellent l'oppression déjà vécue dans des pays à poigne ou corrompus et cette nouvelle liste a en effet de quoi faire frémir. Quoi? Vous ne lisez pas les journaux, ne suivez pas les nouvelles? Vous n'entendez pas qu'à chaque attentat qui frappe l'Occident, l'écho répond qu'il faudrait fichier les suspects, les douteux, les bizarres... bref, les «étrangers»? Et voilà qu'on apprend qu'une telle compilation sera dressée au sein même du gouvernement!

Dans la psychologie immigrante — comment les blâmer — qu'elle soit pour un avion ou pour un ministère, une liste est une liste, et il y a de quoi s'inquiéter. Ça prend bien un ministre et ses fonctionnaires pour s'imaginer que là n'est pas la question!

Mais il est vrai que, aux yeux de Québec, la question est ailleurs: c'est une affaire d'argent. Cela fait des années que le financement des groupes communautaires est un irritant. En échange des subventions qui leur sont versées, les gouvernements rêvent de les contrôler comme s'ils étaient des créatures étatiques.

Mais ils ne le sont pas — le salaire de ceux qui y œuvrent le prouve! Mieux encore, Québec s'est formellement engagé, en 2001, à respecter l'autonomie de ces groupes, nés des besoins de leurs milieux et véritables soupapes sociales. Ils ont certes à rendre des comptes pour l'argent reçu — ce qu'ils font déjà via de volumineux rapports — mais pas à devenir des relais gouvernementaux. Ce n'est pas leur rôle. Que dirait-on si Québec voulait avoir la liste de toutes les femmes battues accueillies dans des centres d'aide, juste pour s'assurer qu'elles n'abusent pas de la ressource? Les nouveaux arrivants ont droit à la même discrétion quand ils ne font pas directement affaire à l'État.

Au MICC, on rétorque que les noms des immigrants qui suivent des cours de francisation lui sont fournis. Evidemment, puisqu'ils reçoivent des allocations! Mais ici, il n'y a pas d'argent versé aux immigrants, seulement de l'aide donnée par des groupes pour trouver un logement, un travail, une école pour les enfants, etc., sans juger, sans faire rentrer les gens dans des cases, sans apeurer. Est-ce que tout cela vaut d'être menacé parce qu'on a l'espoir d'économiser quelques dollars sur un programme de sept millions?

## SECTEUR PUBLIC

## LA POSITION DE CHAREST...



## LETTRES

## Hommage à Peter Jennings

Peter Jennings a été le plus grand présentateur de nouvelles aux États-Unis depuis le milieu des années 1960. Son intelligence vive, son charisme, son calme et son indépendance d'esprit ont fait de lui et d'ABC News la référence en information aux États-Unis.

Peter Jennings était aussi foncièrement canadien, ce qui lui donnait un avantage comparatif sur ses concurrents, Dan Rather (CBS) et Tom Brokaw (NBC): il avait un détachement quant aux nouvelles américaines, une perspective globale des nouvelles internationales, et un intérêt particulier pour les nouvelles en provenance du Canada.

Il a été le seul présentateur américain à animer le bulletin de nouvelles en direct de Montréal lors du référendum sur l'indépendance du Québec en 1995. Il était le seul à parler du Canada lors d'événements significatifs ici.

La mort de Peter Jennings représente la fin d'une époque aux États-Unis, celle de la crédibilité des lecteurs de nouvelles dans un monde d'infotainment et de surabondance d'information. En 30 minutes, tous les soirs, Peter Jennings et son ABC World News Tonight nous résumait et expliquait le monde avec son style gentleman.

Il faisait partie de la famille, comme on dit.

Good night, Peter!

Patrick White

Montréal, le 8 août 2005

## Le temps des carottes

Madame Josée Boileau, Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt votre éditorial du 3 août dernier intitulé Ignorance agricole, principalement inspiré par la série d'articles de Fabien Deglise sur le patrimoine agricole en péril. Voici la rectification que nous souhaitons apporter concernant les carottes qui pousseraient en 50 jours:

Il existe plusieurs types de carotte, dont les Primeurs et les carottes d'automne. Les carottes Primeurs sont plus hâtives et peuvent être récoltées après environ 60 jours, dans les alentours du mois de juillet. Cependant, une forte proportion de nos carottes québécoises est récoltée plus tardivement. Ces carottes d'automne prennent environ 90 jours avant d'être récoltées.

Simon Perreault  
Agent aux communications et développement  
Fédération des producteurs maraîchers  
du Québec

Longueuil, le 5 août 2005

## Dans la ferme à Mathurin

Parce que tout le monde est capable de faire la différence entre une vache et un porc, chacun s' imagine qu'il connaît l'agriculture et qu'il peut donner une opinion sensée sur le sujet. L'agriculture et l'agronomie sont des sciences complexes et les journalistes ne sont pas qualifiés pour porter là-dessus des jugements péremptifs.

M. Deglise, dans une série d'articles, a constaté et pleuré sur l'éventuelle disparition de certaines races d'animaux de ferme. Et l'éditorialiste du *Devoir*, Josée Boileau, en remet en qualifiant les artisans et les professionnels de l'agriculture québécoise d'ignorants. Ceux qui ont vécu l'agriculture des années 1940 et 1950 ne versent pas dans une telle nostalgie. La disparition des «vaches à thé», des cochons usines à suif et des poules qui chantaient plus souvent qu'elles ne pondaient n'est pas le résultat d'un complot ourdi par les experts agricoles, mais la conséquence logique de la science et de l'évolution. Les dinosaures, les aurochs et les mamouths sont disparus et personne ne songe en à blâmer l'humanité.

Si Mme Boileau se fie aux Daniel Pinard et autres Laure Waridel, ces suppôts du bio, pour

se former une opinion rurale intelligente, elle fréquente la mauvaise école. L'UPA, l'université et les agronomes sont de bien meilleures sources de vérité et de science.

Bernard Chartier  
Agronome, Saint-Henri-de-Lévis,  
Le 5 août 2005

## Des strings et des sous

J'ai été choqué de voir la couverture médiatique donnée à la proposition farfelue et absurde des jeunes libéraux de faire une loi pour dicter aux jeunes filles comment s'habiller à l'école! Si elles portent des G-string qui dépassent de leurs pantalons, c'est d'abord et avant tout parce que leurs parents les achètent! Il ne faudrait donc pas empêcher les jeunes filles de porter ce qu'elles veulent: il faudrait changer les modèles qu'elles ont, transformer toute une mentalité sociale basée sur la beauté, et cette définition même de la beauté que nous avons! Cela ne se fait pas par une loi et prend beaucoup de temps.

Par contre, ce que les jeunes libéraux pourraient peut-être faire pour le réel bien de la société québécoise serait de travailler à améliorer notre système d'éducation. À quoi bon dire aux jeunes quoi porter pour aller à l'école s'ils n'ont pas les moyens d'aller à l'école! J'ai été sensibilisée à cet enjeu lors de la grève pour les 103 millions, et il me semble que les jeunes libéraux n'ont pas été très utiles dans le processus de négociation, ni auprès des deux ministres de l'Éducation. Ils pourraient se rattraper maintenant en influençant le Parti libéral du Québec de l'intérieur! Au moins l'influence de Simon Bégin servirait-elle l'ensemble de la société, car l'éducation est à mon avis la plus grande richesse d'une collectivité.

Aline Delisle  
Montréal, le 4 août 2005

## LIBRE OPINION

## Un canular vite rectifié

JEAN PELLETIER  
Premier directeur, Contenus, affaires  
publiques, reportages et documentaires,  
Radio-Canada\*

Réponse à André Sormany

Monsieur,

En lisant votre lettre dans *Le Devoir* du 4 août («Crash journalistique à RDI?»), je me suis rendu à l'évidence que votre intention n'était pas seulement de relever le fait que nous ayons été victimes d'un imposteur dans notre couverture de l'atterrissage raté d'un Airbus à l'aéroport Pearson à Toronto mardi dernier, mais de profiter de l'occasion pour dénigrer malicieusement le travail du journaliste Christian Latreille et d'imputer sans fondement des intentions machiavéliques au Service de l'information de Radio-Canada.

## Les faits

Rappelons les faits: nous avons, mardi soir dernier vers 20h55, à quelques minutes de la fin de notre tribune téléphonique La Part des choses, été victimes d'un canular du plus mauvais goût. Un certain Michel Poitras (vous en cherchiez le nom exact dans votre lettre) s'est fait passer pour un passager recapé dont la voisine de siège aurait subi l'ablation d'un bras dans la catastrophe.

Nous avons pris son numéro de téléphone avant de le mettre en ondes. Il nous a raconté

sa version de l'accident. Notre animateur, Christian Latreille, étonné certes par la nature du propos, a tenté d'en savoir plus dans le temps qui lui restait. L'émission s'est terminée sans qu'il puisse aller au fond des choses et surtout, démasquer le personnage dont le récit, plus il le débitait, suscitait les plus sombres suspicions autant chez l'animateur que nos chercheurs. À preuve, nous n'y avons fait aucun écho dans aucun des bulletins qui ont suivi.

Mais voilà! Être victime d'un canular dans le cadre d'une ligne ouverte menace les télévisions et les radios les plus rigoureuses, comme au reste les politiciens les mieux entourés sont susceptibles d'être victimes d'un entartrer téméraire ou qui sait, cela s'est vu, d'un imitateur habile du pape ou de la reine d'Angleterre. Michel Poitras s'est cru bien drôle d'abuser de la bonne foi des gens dans des moments tragiques, c'est son affaire. Ça se traite.

## Mise au point faite

Le quotidien *La Presse* qui avait repris à partir du RDI les propos de cet individu dans sa première page de mercredi a tiré la conclusion juste de ce canular. La mise au point du vice-président de l'information et éditeur adjoint, Philippe Cantin, relevait aussi que Radio-Canada avait fait la correction publique nécessaire dès mercredi.

Comme par ailleurs vous ne nous prêtez aucune bonne foi dans cette histoire, vous concluez avec un sens marqué de la conspi-

ration que, s'il n'y a pas eu reprise à 22h de *La Part des choses* au RDI, c'est que nous voulions ainsi camoufler subtilement notre erreur. Pour votre gouverne, nous avons décidé dès le début de la soirée de diffuser sur les deux chaînes notre *Téléjournal* de 22h compte tenu de l'évolution rapide des événements. C'est d'ailleurs là la mission première de tout réseau d'information en continu.

Le 3 août, après avoir fait les recherches qui s'imposaient, nous avons diffusé la mise au point suivante: «Hier soir, dans la tribune téléphonique de l'émission *La Part des choses*, nous avons diffusé l'appel d'un téléspectateur, Michel Poitras, qui prétendait avoir été à bord de l'avion d'Air France qui venait de sortir de piste à Toronto. Nous avons immédiatement voulu vérifier son histoire. Malheureusement, il s'avère que cette personne n'a jamais été à bord de l'avion en question. Nous regrettons les inconvénients que la diffusion des propos de cet imposteur ont pu causer.»

Nos collègues des télévisions et journaux concurrents ont pour leur part compris que nous courons tous le risque un jour d'être victime d'une telle arnaque. Ils ont pris dans cette affaire la juste mesure des choses en ne s'évertuant pas à nous affubler des pires suspicions.

Je vous prie de croire, M. Sormany, à nos sentiments les meilleurs.

\* Par intérim pour Louis Lalande,  
directeur général des programmes,  
Information télévision

## IDÉES

Lettre ouverte à Michaëlle Jean

## Le retour des sages?

MARIE-CLAIRE RAYMOND

Intervenante, Maison de la famille de Québec

Chère Michaëlle, j'ai hésité quelque peu à écrire «chère Michaëlle» à celle qui sera bientôt notre gouverneure générale. Je me suis cependant ravisée et j'espère que, spontanément, les gens que vous rencontrerez à titre de gouverneure générale du Canada auront le goût de vous saluer ainsi. La nouvelle de votre prochaine nomination m'a fortement touchée. Je suis loin d'être une fédéraliste convaincue et l'institution que vous représenterez me semble archaïque. Pourtant, l'annonce de cette nomination m'a ravie. C'est un sentiment de fierté qui m'habite. Je suis fière du pays qui nomme à un poste prestigieux une personne de votre qualité. Je suis fière du pays qui, en plus de reconnaître vos compétences et vos dons, ose

affirmer à la face du monde, en vous choisissant, des valeurs d'ouverture à l'humanité entière.

Car, chère Michaëlle, bien malgré vous, j'imagine, la Vie vous a choisie pour être un symbole d'espérance pour l'humanité. Quel hommage, mais aussi quelles responsabilités devez-vous sentir!

Depuis les derniers jours, portée par la joie d'une si belle nouvelle, je laisse quelquefois aller mon imagination... ou mon intuition... j'imagine le sens que le rôle désuet de gouverneure générale pourrait prendre. À défaut de réel pouvoir politique, ce poste pourrait-il en devenir un d'autorité morale? J'aimerais ici trouver d'autres mots pour qualifier mon souhait... mais parfois, même la langue française est limitée.

## Un espoir

J'ai toujours pensé que nos chefs politiques devraient être les plus sages d'entre nous. La réalité de ce système imparfait qu'est la démocratie fait en sorte que les plus «sages» sont très rarement ceux, ou celles, qui ont quelque chance d'accéder au pouvoir. Comme beaucoup d'entre nous, je désespérais de notre système poli-

tique. Mais voilà qu'avec mes 57 années bien sonnées je retrouve le goût, le rêve de changer le monde.

Et si, parallèlement au pouvoir politique, l'institution que vous représenterez se redéfinissait? Si les personnes qui dans le futur occuperont cette fonction étaient choisies en fonction des valeurs qu'elles ont véhiculées ainsi que de la reconnaissance de leur ouverture et de leur sagesse? Au lieu d'être muséifiées, les personnes qui occuperaient ce poste pourraient avoir une véritable liberté de parole et représenter ainsi, une sorte «d'autorité morale».

Nous tous savons maintenant, par la lecture de l'actualité et de l'histoire, que la démocratie comporte de grands risques pour l'avenir de l'humanité et ne sert que rarement les projets susceptibles d'avoir une portée à long terme. Nos élus sont coincés entre l'alternative de faire les meilleurs choix pour la population et l'humanité, et la nécessité de s'assurer une réélection. Qu'on le veuille ou non, c'est ainsi.

Je suis quelquefois renversée de constater que, dans

le milieu journalistique, on couvre ces jeux politiques et de pouvoir, comme s'il était impossible qu'il en soit autrement. Beaucoup de journalistes ne se gênent pas pour parler de leur intérêt pour ce «jeu» de la politique. Ils en apprécient, comme dans les sports, les jeux de stratégie et de couilles, alors que l'enjeu n'est pas une coupe quelconque, mais l'avenir de l'humanité.

Pour contrer cet état de fait qui cautionne le «jeu» de l'exercice du pouvoir, je crois sincèrement qu'il doit y avoir une autre «institution» ou instance qui renoncerait au «jeu» pour s'attarder à une profonde réflexion sur le bien commun.

À vous écouter, chère Michaëlle, j'entends que votre projet ressemble à mon rêve. Peut-être ressemblerait-il aussi aux rêves bafoués et assassinés de beaucoup d'entre nous? Je vous souhaite de réinventer une institution qui pourra tenir compte de tous et qui prendra la défense des sans-voix. Je vous souhaite de continuer d'être un modèle et une inspiration pour nous tous.



Michaëlle Jean

## Rapport Coulombe

## Récupération du bois brûlé: une valeur écologique

PIERRE DRAPEAU

Professeur en écologie de la conservation au département des sciences biologiques et à l'Institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal. Membre du Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire (GREFI) et chercheur à la Chaire industrielle CRSNG UQAT-UQAM en aménagement forestier durable

À début de l'été les conditions sèches et chaudes ont généré dans le nord du Québec une rafale d'incendies qui ont fait la manchette en raison de leur sévérité et de leur proximité des secteurs habités.

Les médias ont beaucoup insisté sur l'idée de catastrophe économique découlant de ces événements pour les communautés locales, qui dépendent fortement des ressources forestières. Une catastrophe qui, pour certains, vient s'ajouter à celle de la baisse des approvisionnements en bois résultant des recommandations de la commission Coulombe.

À l'inverse, pour d'autres, cette catastrophe offre une occasion d'atténuer les impacts économiques de la baisse annoncée de 20 % des approvisionnements de bois, car les plans spéciaux d'aménagement des bois brûlés ne seront pas assujettis à cette baisse.

Mais qu'en est-il au juste des forêts incendiées sur le plan écologique?

## Pas des déserts

Même s'ils ont souvent l'allure de paysages lunaires, ces milieux ne sont pas pour autant des déserts biologiques. Le feu façonne la dynamique de la forêt boréale depuis des millénaires. Sa diversité (végétale et animale) résulte en grande partie de la variété des écosystèmes générés par les incendies. Bien qu'ils soient morts, les arbres portent des réserves importantes de graines. Dans un environnement où les sols minéraux deviennent exposés à la suite du feu, ces semenciers morts vont contribuer à la régénération de la nouvelle forêt.

Différentes espèces sont associées aux divers stades de développement de la forêt, y compris aux sites récemment brûlés. Les arbres incendiés sont en fait à la base d'un réseau complexe de relations écologiques entre de nombreuses espèces animales et végétales.

Ainsi, même si un feu de forêt élimine généralement une grande partie de la faune locale et qu'une forte proportion des arbres sont consommés, de nombreuses espèces associées aux arbres morts restent encore sur pied (chicots) et trouvent des conditions de vie uniques pour accomplir leur cycle vital immédiat après le feu.

De nombreux insectes, tels que les coléoptères xylophages (dont les larves se nourrissent du bois), colonisent les arbres morts après le passage du feu. L'abondance de ces insectes dans les brûlés récents est généralement suivie d'une invasion de prédateurs dont les oiseaux, en particulier les espèces qui sondent l'écorce pour s'alimenter.

En forêt boréale, tant au Québec qu'ailleurs en Amérique du Nord, le pic à dos noir est l'un des meilleurs exemples d'oiseau opportuniste qui profite de cette source concentrée de nourriture dans les peuplements récemment incendiés. Ce prédateur naturel creuse des cavités dans le bois mort pour se reproduire. Ces cavités sont, au fil des ans, occupées par d'autres espèces animales (oiseaux et mammifères). Ce réseau interdépendant d'espèces met en perspective le rôle clé des arbres incendiés dans le maintien de la diversité en forêt boréale.

## La récupération des bois brûlés

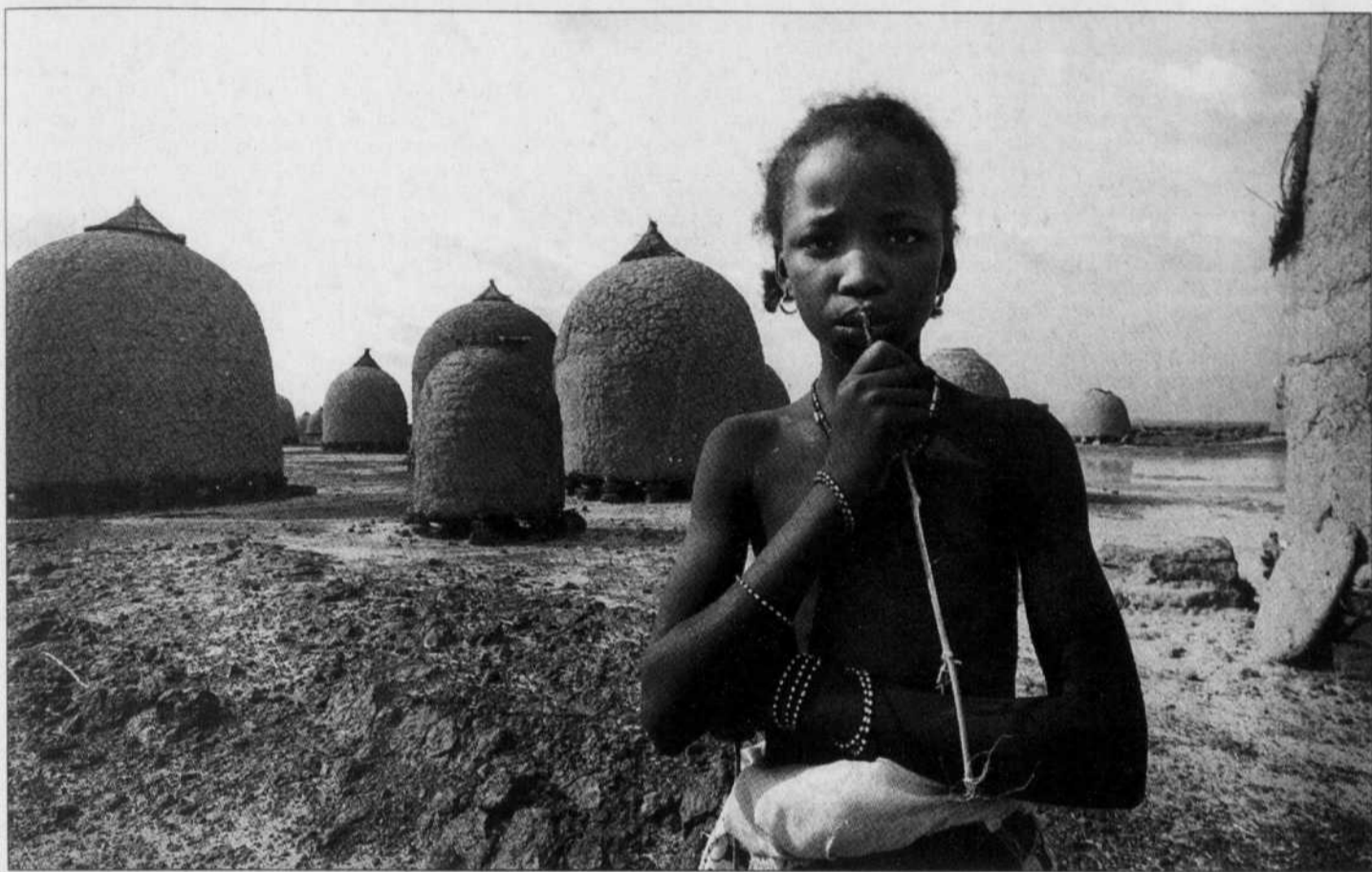
Présentement, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) élabore les plans spéciaux d'aménagement des territoires qui ont brûlé en début d'été. Les outils législatifs et réglementaires actuellement en vigueur pour ces plans ne tiennent pas compte des enjeux de diversité biologique et du rôle écologique des bois morts. Cette approche d'aménagement s'éloigne de l'esprit du rapport Coulombe, qui propose d'aménager le milieu forestier et ses ressources comme un tout dont la pierre d'assise est la conservation de la diversité biologique.

Cet aménagement écosystémique de nos forêts vise tous les stades de développement de la forêt, y compris les forêts récemment incendiées soumises à la récupération du bois. Il devient donc important de mettre en place des modalités d'aménagement qui prennent en considération le rôle écologique des arbres brûlés. Cela sous-entend non seulement de planifier dans les territoires incendiés ce que l'on récolte à des fins commerciales, mais également ce que l'on y laisse sur pied à des fins de conservation de la diversité biologique.

Pareille planification est certes plus complexe, mais elle est toutefois plus justifiable sur le plan écologique et risque de l'être également sur le plan sociologique, sachant qu'une forte proportion de la forêt incendiée est localisée dans les territoires habités par les communautés autochtones.

L'état des connaissances scientifiques sur les écosystèmes brûlés, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde, permet maintenant d'envisager des stratégies d'aménagement originales qui peuvent concilier l'activité économique au maintien de la diversité biologique. La communauté scientifique est prête à travailler à la mise en œuvre de ces solutions. Cette vision est également partagée par de nombreux fonctionnaires du MRNF et de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), les deux organismes directement concernés par la gestion des territoires brûlés.

Ces forêts constituent donc un premier banc d'essai quant à cette nouvelle manière de gérer la forêt du Québec proposée par la commission Coulombe. Il est à souhaiter que les nouveaux plans spéciaux intégreront d'autres valeurs que la valeur commerciale des bois brûlés. Prendre ce virage ne repose maintenant que sur la volonté politique du gouvernement du Québec.



Une fillette pose devant les greniers vides de son village, au Niger. Le pays fait malheureusement les manchettes ces jours-ci en raison de l'importante famine qui y sévit.

## Le Niger doit du fric

FRANÇOIS L'ÉCUEYR

Chargé de projets pour l'Afrique, Alternatives — Réseau d'action et de communication pour le développement international

«Africain esclavagé, colonisé, martyrisé, dévalisé! Ainsi donc, l'Afrique doit du fric!» Sur la scène du Spectrum de Montréal, le militant reggae ivoirien Tiken Jah Fakoly rappelait à la foule qu'après toutes ces insultes globales, le peuple africain doit encore et toujours consacrer une grande partie de ses capitaux au service du remboursement de la dette. Malgré l'ensemble des maux qui affligent le continent — et, surtout, le fait que cette dette a été, intérêts obligent, remboursée plus de trois fois déjà —, l'Afrique doit du fric. Encore et encore.

C'est le cas du Niger, qui fait malheureusement les manchettes ces jours-ci en raison de l'importante famine qui y sévit. Les médias ont même souligné la «particularité» de celle-ci: contrairement à l'habitude, aucun conflit armé n'en est à l'origine. On ne peut même pas blâmer un despote autoritaire réprimant son peuple. Seule Dame Nature s'acharnerait sur les Nigériens.

Certes, l'invasion de millions de criquets pèlerins à l'été 2004 a terriblement affecté les récoltes. Celles-ci, en quantité insuffisante, ne permettront pas à la population nigérienne de traverser la période de soudure, soit celle séparant la fin des réserves céréalières et les prochaines récoltes. Avant même la présente famine, 4,2 millions de Nigériens souffraient de malnutrition chronique, sur une population de 11 millions d'habitants. Alors qu'on croirait que la famine ne touche que les zones arides éloignées, force est d'admettre que l'actuel flambée des prix des denrées

affecte la totalité du pays, y compris sa capitale, Niamey.

La seule explication «naturelle» est-elle suffisante? Serait-ce donc aussi simple? Même devant la dynamique cyclique des famines qui affectent le Niger à intervalles trop réguliers?

## Un État sans pouvoirs

L'invasion de criquets qui a ravagé les récoltes l'année dernière aurait facilement pu être contenue. Un simple épandage de produits insecticides aurait eu raison des millions de bestioles. Mais voilà, le gouvernement n'avait pas les avions nécessaires. La volonté a manqué aux bailleurs de fonds. Tel un saupoudrage de bonnes intentions sur la misère nigérienne, un pont aérien a été installé en dernière instance, qui pourra ravitailler en céréales européennes et américaines un Niger affamé.

Le gouvernement nigérien, qui a eu l'humilité de reconnaître la crise alimentaire dès l'automne 2004 en appelant les donateurs à la rescousse, insiste toutefois pour que l'aide alimentaire soit vendue plutôt que donnée. À un prix dérisoire, certes, ou à crédit s'il le faut. Sans un sou, les paysans en sont venus à vendre leur bétail pour une bouchée de pain. Un collègue nigérien me confiait que les prix sont descendus à 500 FCFA (1,25 \$) par vache. Plutôt que les voir mourir de faim, les éleveurs revendent leurs troupeaux aux spéculateurs venus en grand nombre du Nigeria voisin.

L'État nigérien ne peut malheureusement répondre de lui-même à cette crise. Après 20 ans de politiques d'ajustement structurel et de nombreuses «conditionnalités» néolibérales, les services sociaux ne représentent plus que 20 % de son budget. Le service de remboursement de la dette, même en ces temps difficiles, totalise pour sa part 30 % des dépenses nigériennes.

## Allègement de la dette?

Plusieurs annonces et accords qualifiés d'«historiques» ont marqué les dernières années en matière d'allègement de la dette des pays pauvres. Dernier en date, «l'effacement total» de la dette de 18 pays, accepté lors du sommet du G8 en Écosse cette année. Pour être compris toutefois, cet accord doit être replacé dans le contexte de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE), mesure pilotée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à la suite de la crise de légitimité des plans d'ajustement structurel.

Malgré de mirobolantes promesses, l'initiative des PPTE s'est avérée être un échec cuisant, aux retombées désastreuses en matière de développement humain dans les 42 pays sélectionnés. En fait, ce plan ne prévoyait que l'allègement d'une partie de la dette, soit celle dépassant un «seuil» d'endettement jugé acceptable pour ces pays. La majorité de cette dette, soit celle en dessous du seuil déterminé par la Banque mondiale et le FMI, doit toujours être remboursée. C'est pour cette raison que le Niger a vu son service de remboursement de la dette augmenter de 16 % en 2001, 24 % en 2003, et de 15 % en 2005. La dette totale du Niger s'élève maintenant à près de trois milliards de dollars.

Tout comme l'initiative des PPTE, l'accord du G8 en Écosse sera «compensé» par une diminution égalitaire de l'aide publique versée à chaque pays. Et ce, lorsque les instances concernées par ce plan — la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement (BAD) — auront entériné le plan d'allègement.

## Un pays en otage

Un allègement vaut mieux que rien du tout, répondront certains. Malheureusement, l'humanisme des pays donateurs et des institutions financières internationales ne vient pas seul. Pour être éligible à toute forme d'allègement que ce soit, le Niger a dû et devra se plier à une série de «conditionnalités» qui rappellent trop les mesures écono-

miques draconiennes contenues dans les plans d'ajustement structurel des années précédentes.

Ainsi, l'eau des principales villes du Niger a été privatisée, au profit de Vivendi notamment, qui multiplie les hausses de tarifs et les débranchements. Le groupe chinois ZTE s'est quant à lui approprié le secteur des télécommunications. Dans un pays où l'élevage représente la principale activité économique, même l'Office national vétérinaire a été privatisé. À l'aube de la famine, le président Mamadou Tandja a élevé à 19 % la TVA, en plus de l'imposer aux denrées alimentaires, à l'eau potable et autres produits de première nécessité.

Les coupures radicales dans les programmes sociaux se font de plus en plus sentir parmi la population, notamment sur le plan des services de santé et d'éducation. Selon les modalités imposées par les pays donateurs et les institutions financières internationales, 75 % du corps professoral fut envoyé en pré-retraite. D'ici 2010, ce taux atteindra 90 %. Dans un pays où 92 % des femmes et 77 % des hommes sont analphabètes, les professeurs sont dorénavant remplacés par des «volontaires de l'éducation»: des jeunes sans formation, sans diplôme, qui gagnent le quart du salaire des professeurs réguliers et n'ont pas droit à la syndicalisation.

Même restructuration du côté des soins de santé: pourquoi payer une infirmière ou un médecin alors que n'importe quel «volontaire de la santé» peut donner une piqûre ou mettre un pansement? La dégradation des services de santé nigériens est un facteur majeur dans l'incapacité des autorités nigériennes à répondre aux problèmes de santé provoqués par la famine actuelle.

Il est grand temps de redonner les pleins pouvoirs au Niger pour qu'il soit en mesure de contrer ses propres tragédies. En annulant la totalité de sa dette, et en l'accompagnant de façon appropriée pour que le pays assume les modestes «Objectifs du millénaire», peut-être pourrions-nous même briser le cycle continu des famines au Niger — naturelles en apparence, mais véritablement structurelles.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francour (environnement), Benoît Panger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commissaires internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourzault-Côté (surnuméraire); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumont (relucteurs), Renée Lo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et culture), Julie Carpentier (jeu vidéo), Paul Bennett (jeu vidéo spécial et culture du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livre), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lussac (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (jeu vidéo), Philippe Pagnieu (surnuméraire), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (jeu vidéo international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Durrain (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (commissaires); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Buchford (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Guy Hamel, Christiane Legault, Amélie Malenfant, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebti, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice commerciale), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zermatis, Olivier Zaida, INFORMATIQUE Yanick Mariel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et trajet), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adopte administrateur), Claudine Chevier, Monique Protéau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## RAFA

SUITE DE LA PAGE 1

encombré puisqu'il pourrait bien rencontrer au deuxième tour son modèle Sébastien Grosjean pour un choc franco-français au sommet, puis, s'il accède au troisième tour... Rafa lui-même en personne. Comme on peut le constater, rares sont les grosses pointures qui manquent ici, et le hasard des affectations a achevé de faire les choses à sa manière.

Le secret de sa fulgurante ascension? Il a pris les choses en main et s'est entraîné comme un malade. «J'ai été très sérieux pendant sept mois», dit-il, ce qui lui a notamment valu de s'offrir nul autre que Federer, le meilleur joueur de la planète, en quart de finale au tournoi de Monte-Carlo en avril. Il a également remporté la rencontre de Nottingham, la patrie du shérif qui sert aussi de décor préparatoire à Wimbledon, et atteint la finale à Hambourg, où il s'est incliné devant Federer. Souffrant d'un poignet, il a récemment observé une pause de huit ou neuf jours, puis a repris l'entraînement. «Ça a été très dur», confie-t-il. Pendant le congé, j'ai sorti un peu... Il est arrivé à Montréal mercredi afin de combattre les effets délétères du décalage horaire, cet ennemi du rendement sur le terrain et à l'extérieur.

S'il est dans le collimateur depuis longtemps — à 9 ans, il faisait la page frontispice du magazine *Tennis*, où il était surnommé «le grand espoir français» —, Gasquet ne l'a pas toujours eu paisible. Lors des qualifications du U.S. Open, l'an dernier, il s'était fait disqualifier après avoir lancé sa raquette, qui avait frôlé un juge de lignes. Il était à ce moment «détruit», avait-il relaté, et c'est par la suite qu'il a décidé de tout reprendre à zéro avec l'aide d'un entraîneur.

Comme Nadal, Gasquet a 19 ans (ils sont nés à 15 jours d'intervalle en juin 1986, Nadal étant l'aîné). Mais si on a pu faire des comparaisons entre les deux par le passé, elles ne tiennent plus vraiment aujourd'hui. Il faut dire que l'autre est parti comme une flèche. «Il est très fort», commente le natif de Béziers, un secteur du Languedoc-Roussillon qui n'est pas chiche question panoramas. «Je ne suis pas très loin [au classement], mais il est quand même au-dessus».

Il ne faut pas vendre la peau des dents avant que la caravane passe, comme disait le major Walter Wingfield qui fit breveter le tennis en 1874 (puis renonça à son brevet, parce qu'il était certain que le sport ne pognerait jamais), mais si Richard et Rafa devaient croiser le fer, ce serait jeudi, et on pourrait avoir un sacré spectacle pour le prix d'entrée. Ah, mais, rétorquez-vous, Nadal a gagné les deux matchs entre eux cette année, en demi-finale à Monte-Carlo et en ronde des 32 à Roland-Garros. Certes. Mais ces deux tournois, tout comme les six autres que celui-ci a remportés en 2005, se déroulaient sur terre battue.

Or qu'advient-il sur le terrain dur, et au surplus terriblement rapide, du stade Uniprix? Gasquet, lui, se dit à l'aise sur toutes les surfaces, ainsi qu'il l'a démontré hier. En mars, avant sa considérable notoriété, Nadal a quand même atteint la finale du Masters Series de Miami, disputée sur dur (défaite contre Federer). Resterait donc, est-ce possible, la célébrissime pression. Dimanche, Rafa a dit n'en point ressortir, pas du tout, cool comme pas un le mec. Hier, Gasquet a confié que maintenant qu'il est installé au sein du top 20, il a appris à composer avec l'accroissement des attentes à son sujet.

Bref, ce ne sont là que des hypothèses, mais l'hypothèse est un autre de ces éléments qui font en sorte que l'humanité s'emballe autant pour son avenir en général et pour le sport en particulier.

## AFRIQUE

SUITE DE LA PAGE 1

Quelle que soit leur religion, leur ethnie, leur âge, leur classe sociale, elles se qualifient d'«activistes», et se battent, se débattent pour leur dignité et celle de leurs concitoyens. Au développement tous azimutés qui n'a pas porté les fruits promis, aux grands remèdes imbuables proposés par la Banque mondiale et le FMI, elles opposent des initiatives modestes mais multipliées. Elles sont en train de démontrer que d'autres formes de développement sont possibles et efficaces: coopératives, mutuelles de crédit, micro-crédit.

Aminata Sy vit à Guédiawaye, à une vingtaine de kilomètres de Dakar, la capitale du Sénégal. Avec ses voisines, elle a imaginé une cagnotte dans laquelle chacune dépose une petite somme hebdomadaire. La cagnotte est ensuite mise à la disposition de chaque femme du groupe, tour à tour, à intervalles réguliers. Elle servira soit à pallier au plus urgent des besoins familiaux, soit à investir dans une micro-entreprise: vente de gâteaux dans les écoles, livraison dans le voisinage de poches de riz achetées en vrac et à meilleur prix. Cette cagnotte est un exemple parmi d'autres d'initiatives originales.

C'est ainsi que les femmes africaines, du nord au sud et d'est en ouest, armées de leur créativité et de leur empathie, essaient de redonner «un sens à l'existence sur leurs propres terres et selon leurs propres normes» (Aminata D. Traoré, écrivaine et ancienne ministre de la Culture du Mali).

Au nord, en Algérie, il y a Fellah, une jeune avocate de 29 ans, qui donne des conseils juridiques à des femmes en difficulté dans le cadre d'une association appelée SOS Femmes en détresse. Tandis que sa collègue, Meriem, lutte pour une application du Code de la famille qui soit plus juste pour les femmes algériennes.

Au sud, à l'autre bout du continent, il y a Gladys Ngoko, 65 ans, qui a fondé le refuge Sifafunda à Sohangue, près de Pretoria, en Afrique du Sud. Ce refuge vient en aide aux grands-mères chargées du soin de leurs petits-enfants dont les parents sont morts du sida. Tandis que Gail Johnson, elle, 50 ans, une autre Sud-Africaine, a créé le refuge Nkosi à Johannesburg pour accueillir des mères et leurs enfants atteints du VIH.

À l'ouest du continent, au Sénégal, il y a Nafi Faye, 29 ans. Elle est l'une des directrices du réseau Sigil Jigee qui chapeaute 18 groupes de femmes luttant contre la pauvreté, l'illettrisme, les mariages précoces chez les filles, la violence domestique, l'exploitation des femmes au travail... Tandis que sa compatriote, Awa Sankou, 65 ans, une sage-femme à la retraite, fait des tournées à travers le pays sénégalais pour convaincre les exciseuses de cesser leurs activités.

Tout à l'est du continent, au Rwanda, il y a Immaculée Ingabire, 40 ans, qui a mis sur pied, avec d'autres femmes, un centre d'aide juridique pour les veuves du génocide. Et puis toujours à l'est, en Tanzanie, Mary Mwingira, 58 ans, qui a créé un groupe de femmes professionnelles et intellectuelles, Taaluma Women Group. Triple objectif des militantes de Taaluma: contribuer à transformer leur lieu d'origine, leur lieu de vie, leur lieu de travail. Mary a contribué à la réparation d'une école dans son village natal, Nindai, au sud du pays. Puis elle a mis sur pied, à Dar es Salaam où elle vit, un groupe de conscience d'une di-

zaine de femmes qui viennent réfléchir à leur condition une fois par semaine. Enfin au travail, en tant que directrice d'employés, elle se félicite d'avoir initié un style nouveau de direction, participatif et consensuel.

Elles sont ainsi des milliers et des milliers de femmes engagées, militantes, dans toute l'Afrique. Elles se forment entre elles, parfois assistées, soutenues par des collègues venues d'ailleurs, de Suède, d'Australie, de France, du Canada, des Pays-Bas. On les voit en réunion, studieuses, disciplinées, dans les grands hôtels du continent. Novotel de Kigali, de Dakar, d'Arusha, Mövenpick de Dar es-Salaam, Aurassi d'Alger, Holiday Inn de Johannesburg. Elles apprennent à se connaître, rient et pleurent ensemble, avancent sur de modestes fronts, petit à petit, projet par projet. Entre elles, des réseaux nationaux et continentaux s'élaborent.

Les photocopiesuses de ces hôtels ne dérogissent pas, et leurs «centres d'affaires» vibrent des centaines de courriels reçus, composés, expédiés par ces militantes de tous horizons. Les Fellah, Gladys, Justa, Immaculée de tous les coins et recoins d'Afrique, essaient d'inventer en paroles et sur papier ce qui pourrait améliorer le sort des leurs.

Quand elles émergent de ces hôtels climatisés pour rentrer chez elles, ce qui s'offre à leur vue est partout pareil, à la grandeur du continent africain: routes et rues cabossées, pollution automobile à couper au couteau, taxis collectifs bondés et pétaradants, nuées d'enfants qui courent au milieu des poules et des chèvres. Des femmes qui marchent dans la poussière soulevée par les vents chauds. Des immondices partout, des sacs de plastique accrochés aux arbres. Des petits commerces faméliques le long des artères, où les hommes discutent entre eux en attendant le client qui passera dans une demi-heure, dans une heure. «Ces réunions-là me donnent des ailes», me dira Mary Mwingira la Tanzanienne. «Je rentre chez moi à chaque fois gonflée à bloc, déterminée comme jamais à agir. Ces réunions me donnent de l'espoir».

Elles font des stages de formation, non plus seulement dans les riches pays occidentaux qui les invitent, mais aussi, maintenant, dans d'autres pays en développement. Justa Mwaituka, tanzanienne elle aussi: «J'ai été invitée à une formation de sage-femme en Inde où j'ai rencontré des dizaines de femmes. Nous avons partagé nos expériences, nos réflexions, nos visions du monde. Mais j'ai surtout eu la chance d'être invitée, en 1990, par l'Université Sussex en Angleterre à un séjour d'études de trois mois sur les droits des femmes. Une vraie révélation. Ce séjour a complètement transformé mon regard. Je suis revenue débordante d'idées nouvelles».

Mary Mwingira raconte que sa plus grande fierté, c'est d'avoir été élue, à Bilbao en 1992, à la tête du Mouvement international des intellectuelles catholiques. «J'ai battu des candidates italiennes, vous vous rendez compte? Quand je songe au village de misère d'où je viens dans le fin fond de la campagne tanzanienne, je me demande parfois: est-ce vraiment moi?»

**Collaboration spéciale**  
Monique Durand s'est rendue dans plusieurs pays africains grâce à un programme de l'ACDI destiné aux journalistes.

Demain: La polygamie semble là pour rester

## IRAN

SUITE DE LA PAGE 1

Les États-Unis se sont montrés désireux de soutenir les efforts diplomatiques des Européens, tout en brandissant la menace d'une saisie du Conseil de sécurité de l'ONU. «Il est évident que cela représente une violation de l'accord de Paris de novembre 2004 avec l'UE-3 par lequel l'Iran s'était engagé à suspendre ses activités liées à l'enrichissement, y compris la conversion ou la production d'uranium», a déclaré un porte-parole du département d'État, Adam Ereli. Mais «nous continuerons à travailler avec la troïka [européenne] pour soutenir les efforts destinés à remettre ce processus [de négociations] sur les rails», a-t-il ajouté.

Moins d'une semaine après la prise de fonction du président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad, l'Iran a repris la transformation du «yellowcake», poudre de minerai d'uranium concentré extrait des mines du désert iranien, en tétrafluorure puis en hexafluorure d'uranium. Ces gaz doivent ensuite être introduits dans des centrifugeuses pour produire de l'uranium enrichi, combustible nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires civiles, mais qui peut être détourné pour fabriquer l'arme atomique.

Ces activités avaient été suspendues en novembre pour permettre des négociations avec les Européens, qui ont commencé en janvier.

Les Européens avaient proposé à Téhéran une coopération étendue en échange de garanties que l'Iran renoncera à produire du combustible nucléaire, une proposition aussitôt jugée «inacceptable», voire «insultante», par les dirigeants iraniens.

Du côté de la «troïka», on se refuse à «spéculer sur l'issue de la réunion» de Vienne, mais on s'irrite de la mauvaise tournure des événements en dépit des efforts européens, dont Washington a toujours paru douter de l'efficacité.

«Je ne veux pas m'avancer à prédire les résultats» des discussions avec les Européens, a quant à lui souligné M. Ereli. «L'Iran traite par le mépris une approche constructive de l'UE-3 et nous devons œuvrer ensemble pour trouver une réponse».

Washington continue cependant de brandir la menace de sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU: «Nous avons toujours dit que si l'Iran brisait les scellés et reprenait l'enrichissement à Isfahan ou ailleurs, une réponse appropriée serait un renvoi devant les Nations unies», a indiqué un responsable du département d'État s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

La proposition de l'UE, qui offre à l'Iran une coopération dans le domaine nucléaire civil mais lui refuse le droit de produire son propre combustible nucléaire, «était très insultante et humiliante», a dit à la presse à Isfahan Mohammad Saeedi, directeur adjoint de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne.

Mohamed ElBaradei, directeur de l'AIEA, a confirmé la reprises des activités nucléaires iraniennes, tout en soulignant que l'Iran n'avait pas brisé les scellés posés par l'AIEA sur les installations les plus sensibles, d'après les termes de l'accord intervenu l'an dernier entre l'UE et l'Iran.

Ces scellés ne seront levés qu'aujourd'hui, lorsque toutes les caméras de surveillance auront été mises en place par l'équipe de techniciens sur place, a précisé pour sa part Saeedi.

Agence France-Presse et Reuters

## KLIBANSKY

SUITE DE LA PAGE 1

Mann, le jeune Klibansky — qui a hérité du prénom du défenseur de la laïcité et futur président de la République française Raymond Poincaré — persuade ses parents de l'inscrire à la Odenwaldschule, une école mixte et progressiste, une utopie scolaire réalisée, sans surveillants, sans notes, où les élèves et les professeurs décident ensemble, lors d'assemblées générales, des règles de conduite communes. La Odenwaldschule a formé d'autres gens célèbres, dont Daniel Cohn-Bendit, le défenseur de «l'imagination au pouvoir» de Mai 68.

Comprendre ce qu'est l'homme

Il obtint son doctorat à 23 ans, puis devient «Privatdozent», professeur de cours libres, en 1931, deux ans avant la catastrophe de 1933. Il se rappellera ensuite avec tristesse du silence de la très grande majorité des enseignants, qui avaient pourtant passé les années précédentes à discuter sagement de la nécessité d'une conduite personnelle courageuse, de l'autonomie de l'individu et de sa liberté. Pour lui, la mémoire de grands esprits qui avaient capitulé devant le régime nazi était «entachée à jamais».

Le cas le plus célèbre demeure évidemment celui de Martin Heidegger, qui fait maintenant les frais d'un juste déboulonnage en règle pour son nazisme militant. L'auteur d'*Être et Temps* enseigne alors à Fribourg-en-Brigau et Klibansky ne le rencontre donc pas souvent. Il est tout de même présent à la fameuse conférence *Qu'est-ce que la métaphysique?*, donnée en 1929. «Il y avait là, devant nous, un mélange d'intensité intellectuelle et de mensonges, se rappelait-il 60 ans plus tard. Il déformait la vérité historique tout en citant Platon. Tous les moyens étaient bons pour lui».

Klibansky se rapproche plutôt du philosophe Karl Jaspers, qui ne reniera jamais ses idéaux humanistes et démocratiques. Jaspers le propose pour un stage à Kiel, auprès du légendaire Ferdinand Tönnies, auteur de *Communauté et Société* (1887), ami de Friedrich Engels, cosignataire du *Manifeste du Parti communiste*, paru il y a 150 ans. «Tönnies m'a beaucoup parlé de ses rencontres avec Engels», confie-t-il à son ancien élève, le professeur québécois Georges Leroux, dans leur livre d'entretiens biographiques *Le Philosophe et la Mémoire des siècles*, paru en 1998, aux Belles Lettres, à Paris. «Alors, pour jouer un jeu que j'ai inventé afin de réveiller l'attention des étu-

diants somnolents après un cours un peu difficile, entre Engels et moi, il n'y a qu'une poignée de mains; entre Marx et moi, il y en a deux. Si bien qu'entre Marx et vous, il y en a trois».

De Kiel, il passe à Hambourg. Il habite chez Ernst Cassirer, dont le fils Heinz est un autre collègue de l'école secondaire, et il travaille à la célèbre bibliothèque de l'institut Warburg. L'étudiant se permet de critiquer un ouvrage d'Ernst Panofsky et Franz Saxl sur la gravure *Mélancolie* de Dürer, paru en 1923. Les deux savants invitent alors le jeune universitaire à se joindre à eux pour une nouvelle édition. Le travail sur *Saturne et la Mélancolie* sera interrompu par Mars et les nazis et ne paraîtra en version définitive, chez Gallimard, que 60 ans après le projet initial à six mains.

Cette volonté de suivre à la trace des notions et des concepts sur des milliers d'années, dans plusieurs aires culturelles, va l'occuper toute sa vie. Raymond Klibansky participe au renouvellement de la compréhension des rapports de la culture occidentale à ses sources grecques, filtrées par les penseurs juifs, arabes et chrétiens du Moyen Âge et de la Renaissance. Dans le lot immense et disparate de ses œuvres complètes, occupant plusieurs rayonnages, on peut notamment distinguer les éditions critiques d'œuvres majeures de l'histoire de la philosophie. Par exemple le monumental *Corpus Platonicum Medii Aevi*, une édition des versions médiévales latines et arabes des textes platoniciens. L'édition critique du *Parménide* latin, le dialogue de Platon accompagné du *Commentaire* de Proclus, qu'il a lui-même découvert dans la bibliothèque du cardinal. Et puis les *Medieval and Renaissance Studies*, dont six volumes ont été publiés de 1941 à 1968.

Reconnaître la raison et la dépasser

Tout cela pour se comprendre, maintenant. «Il y a dans la tradition allemande une tendance à reconnaître la raison et à vouloir en même temps la dépasser. Ce qui est très différent du cartésianisme français et de l'empirisme britannique. Et pour comprendre cette voie, il faut remonter aux sources médiévales et, à travers elles, comprendre la transformation de la pensée de Platon».

Dès 1927, il propose à l'Académie de Heidelberg de réaliser des éditions critiques des œuvres latines de Nicolas de Cues puis de maître Eckhart, dont les nazis veulent faire un ancêtre idéologique.

A compter de 1933, le «Privatdozent» est d'autant plus menacé qu'il nargue le nouveau pouvoir qui exige des détails sur ses «origines raciales», sur la confession de ses parents et grands-parents. «Moi, je n'ai pas répondu au questionnaire, mais j'ai écrit une lettre qui a été retrouvée récemment. Je déclarais que ce questionnaire était incompatible avec les exigences de la pensée scientifique [...] et que, d'ailleurs, il était impossible de prétendre établir une origine raciale à partir de la religion de deux générations seulement. J'ajoutais que, pour autant que je puisse le savoir, tous mes ancêtres, tant dans la lignée paternelle que maternelle, avaient pratiqué la religion juive».

Raymond Klibansky va quitter l'Allemagne quelques jours plus tard, après avoir convaincu les Warburg de prendre eux aussi le chemin de l'exil avec leurs précieux livres — leur institut est toujours à Londres. Il a en poche de quoi payer le taxi et il lit mais ne parle pas l'anglais. Il corrige la lacune en quelques mois, devient professeur au prestigieux Wolfson College d'Oxford.

La philo mène à tout. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le philosophe prend du service au sein du Political Warfare Executive, en Grande-Bretagne. Il s'élève jusqu'au rang de colonel de l'armée britannique. Non pas malgré sa formation académique, mais précisément en raison de ses connaissances savantes.

Ainsi, quand des militaires américains lui demandent des détails sur le temps des récoltes en Toscane, le service du colonel-philosophe trouve la réponse dans Virgile. L'herméneute décrypte aussi les signes de fabrication des fusées V1, V2 et V3. Par contre, lorsque les Alliés déclenchent la campagne de Sicile, il ne le consultent pas et le regretten amèrement par la suite, comme il le raconte lui-même dans ses souvenirs.

«Quand j'ai appris qu'on s'appropriait à franchir le détroit de Messine et à remonter vers le nord, je ne l'ai pas cru, confie-t-il dans le livre. Depuis Hannibal jusqu'à Garibaldi en passant par Byzance et les Goths, l'histoire a montré que, pour conquérir l'Italie, il faut l'attaquer par le Nord ou par le milieu. [...] Les plans avaient été faits au quartier général d'Eisenhower, à Alger, et approuvés à Washington. Mais j'étais «Political Intelligence Officer» et mes opinions n'avaient aucun poids. L'erreur a été payée chèrement à chaque traversée de fleuve et à la bataille du mont Cassin. Tant de soldats ont été tués».

Un exil de plus d'un demi-siècle

En 1946, le colonel redevient professeur, au collège Wolfson bien sûr, mais aussi à McGill et à l'université de Montréal. Ce nouvel exil volontaire aura finalement duré plus d'un demi-siècle. «Je suis profondément européen de formation, de tradition, confiait-il encore à Georges Leroux. Je retourne en Allemagne, à Heidelberg surtout, où l'université m'a fait sénateur d'honneur. Je suis de nouveau souvent à Oxford. Cependant, quand je retourne à Montréal, je rentre chez moi. Peut-être une certaine synthèse entre l'ancien et le nouveau monde s'est-elle opérée en moi?»

Ici, le professeur forme des générations d'étudiants, dont plusieurs devenus célèbres. Comme le Costaricien Oduber Quiros, «tout à fait remarquable», qui participe à un coup d'État en 1949 et rédige un projet de Constitution centrée sur les droits de l'homme. Travailleur infatigable, le nonagénaire codirige un collectif sur les recherches philosophiques au Canada français. Les prix annuels de la Fédération canadienne des études humaines portent son nom.

Surtout, pendant toute cette longue vie aussi exemplaire qu'exceptionnelle, à Montréal comme ailleurs, le professeur multiplie les initiatives pour la paix, la liberté et la tolérance, soit au sein de l'Institut international de philosophie, soit en publiant des classiques de ces idées généreuses, dont la fameuse *Lettre sur la tolérance*, de Locke, parue en plus de 20 langues. Car l'idée de tolérance constitue finalement la clé de voûte de l'existence et de l'œuvre de Raymond Klibansky, homme d'études autant qu'homme action, philosophe engagé contre les tortionnaires des choses, des mots et des êtres.

«Ce n'est pas parce que, souvent, le résultat des efforts est minime, ou même non existant, qu'il ne faut pas les faire, aimait-il répéter. L'effort personnel, l'effort éclairé par une conviction, fait une différence. L'histoire est pleine d'exemples montrant que l'action d'un individu, la personnalité d'un individu, a changé quelque chose».

Le Devoir

## Sudoku

		6	4		2			
9			7	1				
	3				7			
1	4							
6	5			9		4		
			1			7	3	
2	1		3			9		
		9				5	8	
				8				

0028

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

3	5	9	1	7	4	6	8	2
2	1	7	9	6	8	4	3	5
4	8	6	2	3	5	7	1	9
5	9	1	3	8	6	2	4	7
6	4	3	7	2	1	5	9	8
7	2	8	4	5	9	3	6	1
9	3	4	5	1	7	8	2	6
8	7	2	6	9	3	1	5	4
1	6	5	8	4	2	9	7	3

0027

Info@les-mordus.com  
www.les-mordus.com